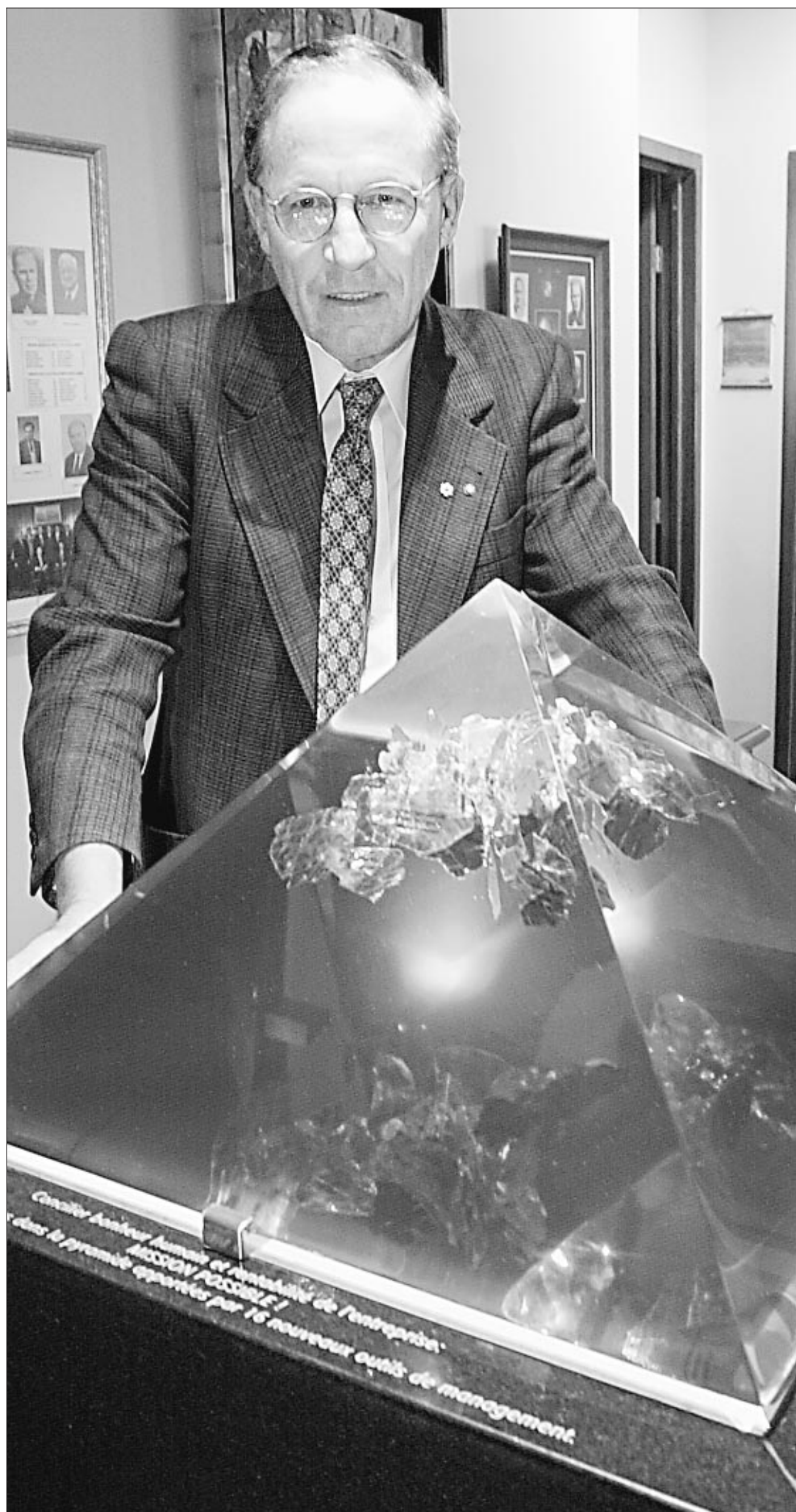




La religion dans tous ses états
 pages B6 et B7

ÉDITORIAL / OPINIONS / MONDE

L'éclatement des religions traditionnelles, il y a plus de trente ans, a fait tomber toutes les certitudes. Auparavant fervents catholiques, toujours en quête de sens, les Québécois se bricolent désormais leur propre religion. Sur mesure. Même les dirigeants sentent le besoin d'oublier un peu la machine et d'insuffler un vent de spiritualité dans leurs usines. Mais leur quête du sens prend parfois des allures de quête de profits. À lire également, en pages B6 et B7, une enquête exclusive montrant que les Québécois ont des avis très partagés sur les grandes questions existentielles. Le syncrétisme de leur foi ouvre la porte aux vendeurs du temple. Lucratif, le fast-food pour l'âme occupe une large part du marché de la spiritualité.



Depuis un quart de siècle, J.-Robert Ouimet, PDG de Cordon Bleu, a conçu 16 outils de gestion afin de concilier le bonheur de ses employés et la rentabilité de son entreprise. Une méthode qui, malgré ses forts relents catholiques, pourrait selon lui être appliquée dans « toutes les organisations des cinq continents ».

Concilier bonheur humain et rentabilité de l'entreprise

ISABELLE HACHEY

La décoration a de quoi surprendre dans les bureaux de J.-Robert Ouimet, au centre-ville de Montréal. Une chaise rose délavé, dans laquelle la mère Teresa s'est assise lors de sa visite à Montréal en 1986, trône au milieu de crucifix, de bibles, d'images saintes et de petits anges en plâtre. Une visite de ce sanctuaire rend presque impossible de douter de la bonne foi du PDG de Ouimet Cordon Bleu, qui a conçu 16 outils de gestion, depuis un quart de siècle, ayant pour but de « concilier bonheur humain et rentabilité de l'entreprise ».

« Nos taux de roulement et d'absentéisme sont plus bas que dans les autres entreprises, dit M. Ouimet. Mais il ne faut surtout pas essayer d'implanter ce modèle uniquement pour augmenter la productivité. Ça deviendrait carrément de la manipulation humaine ! » Les 400 employés de l'entreprise — M. Ouimet préfère parler d'« êtres humains » — sont d'abord mal à l'aise face aux salles de prière et aux conférences spirituelles implantées dans les usines de Cordon Bleu. « Ils ont peur du prosélytisme, de l'aspect sectaire possible et du préchi-précha religieux », admet M. Ouimet. Et ils prennent en moyenne dix ans pour se sentir vraiment en confiance ! Malgré tout, M. Ouimet croit que la spiritualité a sa place auprès

des ouvriers d'une chaîne de montage. « Lorsqu'un être humain *punch* sa carte au travail le matin, est-ce qu'il laisse son esprit à la maison ? On reproche au système d'être froid et matérialiste. Il est possible de le rendre plus humain. » Le PDG accorde une « importance fondamentale » à la dignité humaine, ce qui ne l'empêche pas de mettre des ouvriers à la porte. Ce sont les dures règles du capitalisme, qui reste malgré tout le « meilleur système » économique de la planète, selon M. Ouimet. « (Congédier un employé), c'est une des décisions les plus difficiles à prendre. C'est là qu'il faut se brancher sur la Transcendance, sinon on devient fou ! »

Quête de sens ou quête de profits?



Isabelle Hachey

J.-Robert Ouimet n'est pas que le magnat montréalais de la boîte de conserve. Le PDG de Ouimet Cordon Bleu est aussi un fervent catholique qui a concocté dans ses usines une recette alléchante, mais potentiellement explosive : un subtil mélange de spiritualité et de valeurs chrétiennes à la sauce néolibérale de l'économie de marché.

Les 400 employés (non syndiqués) de M. Ouimet ont beau travailler sur une chaîne de montage, ils seraient, selon leur dirigeant, parfaitement épanouis grâce aux salles de méditation, aux réunions spirituelles et au soutien moral et humain offerts par le nouveau prophète de la gestion. La recette est simple. J.-Robert Ouimet affirme « prier pour gérer en Dieu ». Résultat sur le plancher des vaches : la compagnie fait plus de profits. Miracle ?

Pas tout à fait. Il s'agit plutôt du fruit de 25 années d'expérimentations à l'intérieur des usines de Cordon Bleu, dont le dirigeant et seul actionnaire a d'ailleurs tiré... une thèse de doctorat, véritable bible de 1500 pages décrochée à 64 ans à l'Université de Fribourg (Suisse), en 1998.

Comme le PDG Ouimet, de plus en plus de chefs de file sentent désormais le besoin d'insuffler un vent de spiritualisme dans leur entreprise.

En fait, le regain religieux dans le monde des affaires prend plutôt la forme d'un ouragan en Amérique du Nord, si l'on en croit une récente étude d'un professeur en gestion de l'University of Southern California, Ian I. Mitroff : pas moins de 92 % des 230 gestionnaires et directeurs interrogés cherchent des façons de mieux intégrer la spiritualité ou la religion dans leur travail.

Les chefs de file semblent croire que la spiritualité serait en train de devenir l'avantage compétitif ultime. Au cours des six dernières années, 300 employés de la société Xerox ont communiqué avec la nature dans un désert du Nouveau-Mexique, cherchant une inspiration divine pour fabriquer un nouveau photocopieur révolutionnaire.

Dans la Silicon Valley, un groupe d'hommes d'affaires a réussi à connecter la haute technologie à l'hindouisme. Des compagnies américaines comme Taco Bell et Pizza Hut ont même formé des « escouades de Dieu » qui peuvent visiter, à l'hôpital, 24 heures sur 24, les employés souffrant de dépression nerveuse, rapportait le magazine américain *Business Week* il y a quelques mois.

La vague touche aussi le Québec. Chaque année, les petits déjeuners de la prière du Grand Montréal réunissent entre 500 et 1000 dirigeants en quête spirituelle. De plus petits groupes se recueillent ainsi tous les mois. Et la dernière personnalité à avoir fait la une du magazine *Entreprendre* n'est pas Laurent Beaudoin ou le fils Péladeau, mais le cardinal Jean-Claude Turcotte !

Thierry Pauchant, professeur à l'École des hautes études commerciales (HEC), estime que le phénomène n'est pas simplement un outil de gestion en vogue, mais bien le signe d'un malaise plus profond. « De plus en plus de cadres supérieurs décrochent. Ils ne veulent plus travailler 70 heures par semaine. Ils se disent « oui, j'ai une BMW, une maison extraordinaire, mais il me manque quelque chose ». Il y a un mouvement de fond, les gens veulent retrouver une façon plus humaine de faire des affaires », explique celui qui a

dirigé le collectif *La quête du sens*. « Bon nombre de ces chefs de file sont toujours sur la brèche, dit l'abbé Roland Leclerc, qui anime chaque année les petits déjeuners de la prière à l'hôtel Reine-Élisabeth. Ils ont besoin de prendre un temps d'arrêt et de silence dans cette vie trop trépidante. »

Confrontés aux dogmes du néolibéralisme et de la mondialisation des marchés, écoeurés du rationalisme technocratique de leur boîte ou torturés par les congédiements qu'ils ont froidement effectués au nom de la rentabilité, des dirigeants se cherchent, se tournent vers Dieu, Allah ou Bouddha, font appel à des gourous ou plongent dans l'ésotérisme. Les risques de dérapage sont grands et les contrôles, à peu près inexistantes.

Abus et dérapages

« La spiritualité est une question d'ordre privé et n'a pas du tout sa place en milieu de travail. Cela peut conduire à des abus facilement », dit Yves Casgrain, consultant en mouvements sectaires qui a enquêté pendant un an sur l'infiltration appréhendée d'éléments ésotériques au sein d'Hydro-Québec, en 1996.

M. Casgrain a découvert que plusieurs employés de la société d'État avaient suivi des formations d'écogestion données par un membre du Mouvement du Graal, dans une auberge du lac Simon, en Outaouais. « Lorsqu'ils prenaient une marche, ils passaient devant le temple du Mouvement ! Plusieurs d'entre eux étaient très mal à l'aise, mais ils n'ont pas porté plainte, de peur que cela ait des conséquences négatives sur leur carrière. »

La spiritualité en entreprise est une mode, une nouvelle formule n'ayant qu'un seul objectif : maximiser les profits, estime M. Casgrain. « Les gestionnaires font l'équation suivante : plus nos employés se sentiront bien, plus ils seront performants, et plus notre entreprise va être compétitive. »

« Ce n'est pas une mode ; c'est là pour rester. D'un côté, c'est merveilleux, et de l'autre, c'est extrêmement dangereux », nuance Thierry Pauchant. « Il ne faut pas que cette quête spirituelle soit menée par un leader charismatique et appliquée seulement au secteur des ressources humaines, explique-t-il. Le signe d'une spiritualité saine, c'est lorsque les mesures touchent toutes les facettes de l'entreprise. »

Bref, si les valeurs de l'entreprise sont transmises aux employés, elles doivent aussi se refléter dans le marketing, la recherche et le développement, voire dans les produits eux-mêmes. La société Ben & Jerry (du Vermont), par exemple, offre dix cents de chaque dollar de profits en don pour améliorer le sort du monde.

L'entrepreneur doit aussi laisser ses employés complètement libres d'adhérer ou non à ses principes moraux et spirituels, de façon à ce que les croyances de chacun soient respectées. « La question est délicate. Nous vivons dans un monde pluraliste, il y a des différences entre les gens, et il peut y avoir certaines pressions », dit Solange Lefebvre, théologienne et anthropologue à l'Université de Montréal.

Le PDG de Cordon Bleu, J.-Robert Ouimet, insiste sur le fait qu'il ne tient pas à imposer sa foi, que ses employés peuvent choisir sans contrainte le Dieu Amour, Être Suprême ou Créateur qu'ils préfèrent, et que les moments de prière peuvent aisément se convertir en moments de silence et de réflexion. « Ce n'est pas nécessairement un projet religieux. Cela peut être purement humaniste », dit-il. Mais le « Projet » du PDG respire le catholicisme de toutes parts.

« Ces pratiques peuvent heurter la foi ou même l'athéisme des gens », craint M. Casgrain, qui ne doute pas, cependant, de la sincérité et de la bonne foi de M. Ouimet. « Si vous voulez chercher un sens à votre vie, il y a des ressources externes. Pas besoin de transformer votre entreprise en église. Vous savez, l'enfer est pavé de bonnes intentions ! »

Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

GUY CREVIER
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

MARCEL DESJARDINS
VICE-PRÉSIDENT ET ÉDITEUR ADJOINT

YVES BELLEFLEUR
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF

Internet: le Québec à la chandelle

Dans la série d'éditoriaux que La Presse a publiée, en février, intitulée « Réinventer notre avenir », nous avons insisté sur la nécessité pour le Québec de passer à autre chose et d'explorer les pistes qui assureraient son développement. C'est dans cet esprit que, sous ce même chapeau de « Réinventer le Québec » nous nous pencherons régulièrement sur ces thèmes essentiels pour notre avenir, notamment l'économie du savoir, l'éducation, la culture. Aujourd'hui et mardi, nous analyserons le retard des Québécois face à Internet.

Quarante-trois pour cent des foyers canadiens ont maintenant Internet. Le Canada rejoint ainsi les États-Unis, pour devenir l'un des deux pays les plus branchés au monde. Mais le Québec ne suit pas. Avec un taux de branchement de 29 %, le Québec fait bande à part, au dernier rang canadien, derrière les provinces Maritimes.

S'il est vrai qu'Internet représente une révolution aussi profonde que l'arrivée de l'électricité, alors les Québécois s'éclairaient encore à la chandelle...



Alain Dubuc
adubuc@lapresse.ca

Dans ce monde qui évolue très rapidement, cet écart représente en fait un retard de deux ans sur le reste du continent. C'est sérieux. D'abord, parce que les années que nous perdons nous empêchent de prendre la place qui nous revient dans une nouvelle économie dont la course folle ne reconnaît pas les frontières. Mais surtout, parce que ce retard n'est pas dû au hasard. Des phénomènes sociaux, culturels, économiques entravent la pénétration d'Internet au Québec, qu'il faut identifier et circonscrire pour que les Québécois ne soient pas exclus de ce qui est la nouvelle forme du savoir et le principal outil de succès économique.

Le gouvernement Bouchard est manifestement conscient de la gravité du problème. C'est certainement dans cet esprit que le budget Landry annonçait un programme de 120 millions sur trois ans pour brancher les familles à revenus faibles et moyens.

Toutefois, les bonnes intentions ne suffisent pas. Ce coûteux programme, qui ne réglera rien, donne surtout l'impression que Québec a agi pour avoir l'air de faire quelque chose. L'État traditionnel, démuné devant la nouvelle économie, a réagi dans ce dossier avec ses vieux réflexes classiques qui n'ont plus grand sens dans un monde en changement.

Heureusement, les Québécois ne sont pas totalement fermés à Internet. Des sondages Léger et Léger montrent que, dans une semaine type, deux millions de Québécois, soit le tiers des adultes, s'en servent au travail ou à la maison. C'est déjà beaucoup. Mais la vraie mesure de l'intégration durable de ce mode de communication dans nos vies, c'est le branchement Internet à la maison. Et c'est là que le bât blesse.

On peut bien sûr se consoler en se comparant à d'autres pays. L'étude qui plaçait la pénétration d'Internet à 29 % au Québec, réalisée en novembre par PricewaterhouseCoopers, établit le taux de branchement à 24 % au Royaume-Uni, à 19 % en Allemagne, à 10 % en France. Ces comparaisons créent un faux sentiment de sécurité. Le Québec est en Amérique du Nord, et c'est avec ce continent que se font le gros de ses échanges, tant économiques que culturels. Le fait d'être un champion d'Internet dans une francophonie qui n'est pas dans le coup ne nous sera pas d'un grand secours.

Dans les documents qui accompagnaient le budget, le gouvernement du Québec a essentiellement expliqué ces retards par des facteurs économiques, en constatant que le taux d'utilisation d'Internet diminue à mesure que le revenu baisse. En 1998, l'accès à Internet était de 34,5 % pour les ménages dont le revenu était supérieur à 60 000 \$, de 30,1 % pour les revenus de 50 à 60 000 \$, de 10,9 % pour les revenus de 30 à 40 000 \$, et de 7-8 % pour les revenus plus bas.

Le fait que les ménages moins riches soient moins branchés a amené Québec à conclure que nous étions en face d'un problème d'argent. « Le revenu semble ainsi constituer un frein majeur à l'utilisation d'Internet », conclut le document du ministre Landry. D'où un programme ciblé vers les familles qui touchent des allocations familiales, aux revenus inférieurs à 50 000 \$. Ils auront droit à un crédit d'impôt de 200 \$ par an pendant deux ans, les trois quarts des frais de branchement, ou de 450 \$ par an pour ceux qui auraient besoin d'un ordinateur.

Le raisonnement qui sous-tend la démarche gouvernementale ne résiste cependant pas à une analyse soutenue. Il est vrai qu'il y a un écart dans l'utilisation d'Internet en fonction du revenu, ce que l'on appelle la « fracture numérique ». Mais cette fracture n'est pas unique au Québec : on l'observe partout dans le monde.

Ce n'est d'ailleurs pas cette inégalité devant Internet qui explique les retards du Québec. Les écarts sont en effet plus marqués au milieu et au haut de l'échelle. Quant

aux familles québécoises au bas de l'échelle, elles ne sont pas moins branchées que les familles pauvres américaines ! Autrement dit, en subventionnant les familles à revenus plus faibles, on fait peut-être une oeuvre sociale utile, mais on ne permet pas au Québec de combler son retard.

D'autres indices montrent d'ailleurs clairement que le retard du Québec n'est pas lié à des questions de revenus. Comment expliquer que Terre-Neuve soit plus branchée que nous ? Ou encore, comment expliquer que le Québec ne soit pas très en retard quand il s'agit de posséder un ordinateur ? En 1998, ce taux d'informatisation était de 37 % au Québec, pas tellement loin derrière les 42 % des USA. Et pourtant, des ordinateurs, ça coûte de l'argent.

Par ailleurs, la fracture sociale, un problème réel, parce que les citoyens les plus vulnérables seront encore une fois privés des outils du succès et du progrès, ne se réglera pas avec quelques dollars. Cette nouvelle forme d'exclusion est du même ordre que l'analphabétisme, l'échec scolaire dans les milieux défavorisés ou le refus de la lecture. Elle exige des approches similaires à celles que l'on a déployées pour combattre les formes d'exclusion plus traditionnelles. On ne réglera pas plus la fracture numérique en distribuant des ordinateurs qu'on a pu combattre l'analphabétisme en distribuant des dictionnaires gratuits.

Voilà pourquoi le programme de 120 millions pour subventionner l'accès à Internet risque de mener à un gros gaspillage. D'autant plus qu'il existe d'autres formules pour réduire les coûts d'abonnement : il suffit de lire le texte que nous publions aujourd'hui en page B3 pour le constater. Le même raisonnement vaut à plus forte raison pour les projets encore plus colossaux, comme celui du promoteur Sylvain Vaugois qui, dans un texte que nous avons publié cette semaine dans notre page d'opinions, voudrait que le gouvernement branche gratuitement l'ensemble des Québécois. Une dépense considérable, qui serait évidemment un pactole pour les fournisseurs, mais dont on a du mal à comprendre la logique : pourquoi le Net gratuit, mais pas le téléphone, le câble, ou le lait ?

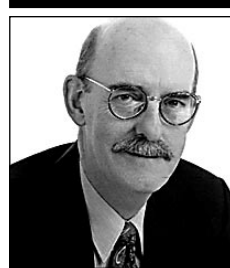
Ce que le gouvernement, désemparé, a fait, c'est de plaquer ses vieux réflexes à un problème qu'il ne maîtrise pas. Il a ainsi accouché, avec son programme de 120 millions, d'une politique sociale des années 70 pour un problème de l'an 2000.

Mardi, nous montrerons que le retard québécois sur Internet s'explique essentiellement par des facteurs linguistiques et culturels. Si Québec veut s'y attaquer, il devra repenser radicalement ses façons de faire.

Le cafouillage

La décision, jeudi, du ministre québécois de l'Environnement de stopper, pour le moment du moins, le projet de centre de transbordement des déchets sous l'échangeur Turcot, à Montréal, est la première bonne nouvelle dans ce dossier depuis longtemps.

Devant le cafouillage de l'administration Bourque dans cette affaire, depuis le début, un banlieusard un peu cynique serait tenté de railler le Montréalais moyen en lui susurrant le vieux refrain : « Tu l'as voulu ; tu l'as eu ! Maintenant vis avec ! »



Pierre Gravel
pgravel@lapresse.ca

Le problème, c'est que ce projet met en relief des questions qui vont bien au-delà des odeurs désagréables, du va-et-vient des camions et des autres formes de pollution menaçant les malheureux qui n'ont pas les moyens d'émigrer vers un environnement moins hostile. Il illustre aussi et surtout l'échec des mécanismes devant aider les élus à prendre le pouls de la population concernée par certaines initiatives. Et, à l'inverse, amener cette dernière à comprendre le pourquoi et le comment des décisions prises en son nom.

On sait maintenant que, dans ce cas, ces velléités de dialogue n'ont rien donné. Pas plus que dans les demandes de changement de zonage reliées à d'autres projets comme Loblaws, Redpath, ou le terrain des pères dominicains à NDG. Rien donné sauf accréditer l'impression que les autorités municipales improvisent, là comme ailleurs, avec un préjugé évident et mal déguisé envers les promoteurs. En fait, les audiences auront servi d'exutoire à la rage de citoyens dont les protestations légitimes avaient aussi l'air de combler d'aise les adeptes du syndrome « pas dans ma cour » aux propos parfois démagogiques. Avec, comme résultat, qu'on n'est guère plus avancé sur la pertinence des projets étudiés. Ou sur le sérieux des précautions envisagées par les autorités — quand ce n'est pas par les promoteurs eux-mêmes — pour que le bien commun prévale sur les intérêts particuliers.

La situation est moins inquiétante quand il s'agit de l'ouverture d'un supermarché qui menace surtout un commerçant local pas assez fort ou agressif pour faire face à cette nouvelle concurrence. Mais il en va autrement dans le cas de citoyens à revenus modestes d'un quartier déjà défavorisé, quotidiennement aux prises avec les problèmes inhérents à la proximité de voies rapides, à qui on propose de s'habituer aussi à vivre peut-être pas vraiment aux abords d'un dépotoir mais presque. À deux pas en tout cas d'un centre où, plus de 200 fois par jour, des camions d'ordures viendront vider leur chargement dans des contenants encore plus gros.

Tout le monde conviendra qu'il faut bien que ces opérations se fassent. Et que personne, n'est intéressé à accueillir un tel centre dans sa cour. Ce n'est pas une raison pour se satisfaire des réponses vagues, des propos rassurants et des affirmations paternalistes sur le mode « faites-moi confiance » où se réfugie l'administration actuelle.

En réalité, tout reste à faire dans ce dossier en termes d'examen objectif de toutes les données du problème, d'information honnête auprès de la population en général et de consultation réelle des résidents du secteur visé. C'est en ce sens que la décision du ministre Paul Bégin paraît très encourageante.

Lui seul pouvait encore, à cause du changement aux règlements que ce projet exige, arrêter le rouleau pressant et obtenir que cette question soit mieux scrutée avant d'aller plus loin. Reste à souhaiter que ce répit soit mis à profit. Et que Montréal renoncera à la riposte, évoquée jeudi, consistant à déplacer ce débat sur la scène judiciaire dans l'espoir de neutraliser ce sursaut de bon sens afin de pouvoir encore une fois faire triompher le cafouillage.



DROITS RÉSERVÉS

Serge Chapleau@lapresse.ca

L'« olfactivement correct »

Le constable Scott Manning, de la Gendarmerie royale du Canada, est formel : l'affaire est sérieuse et doit être traitée en conséquence. Il faut à tout prix éviter que cette vague de criminalité ne s'étende à toute la région. Dans ce but, s'il s'avère nécessaire de faire un exemple, la justice sera impitoyable avec le délinquant épinglé dans le cadre d'une délicate intervention policière. « Peut-être même porterons-nous des accusations de voies de fait », confirme gravement le constable.



Mario Roy
mroy@lapresse.ca

Le limier est chargé de l'enquête déclenchée dans le but de faire la lumière sur les activités louches d'un adolescent de 17 ans, Gary Falkenham, qui fréquente un *high school* de la banlieue de Halifax, en Nouvelle-Écosse. La semaine dernière, le suspect a été pris en flagrant délit de possession et usage de désodorisant Aqua Velva ainsi que de gel capillaire Dippity Do ; il s'agissait d'une deuxième récidive.

En attendant la suite des procédures, le présumé criminel demeure en liberté provisoire...

Ce n'est pas parce qu'on rit que c'est drôle, soutenait un défunt magazine humoristique.

De nombreux penseurs — à commencer par Alain-Gérard Slama dans son monumental *Angélisme exterminateur*,

paru en 1993 — se sont déjà penchés sur cette forme de totalitarisme moderne qui se donne pour but d'instaurer une sorte de « dictature du bien », quitte à recourir à la puissance répressive de l'État pour réglerment tous les aspects de la vie en société, et même de la vie privée.

Avec l'invention américaine du « politiquement correct », la civilisation fit un grand pas en avant dans cette direction. Depuis, les progrès ont été encore plus remarquables. On tente maintenant de réglerment la politesse, le savoir-vivre, la civilité, en partant du principe que, laissé à lui-même, l'individu ne sait pas se conduire, et que seule la collectivité est en mesure de savoir — et d'imposer — ce qu'est un comportement acceptable.

À Halifax, on peut ainsi proposer aujourd'hui l'« olfactivement correct ».

Des écoles, collèges et autres institutions ont en effet édicté des codes de l'odeur, qui interdisent en leurs murs le port de parfums, eaux de toilette et désodorisants. Au *high school* fréquenté par le jeune délinquant évoqué plus haut, une dizaine d'étudiants ont été suspendus cette année pour délit olfactif — et ils peuvent s'estimer heureux de vivre au Canada : qui sait si, dans certains États américains, ils n'auraient pas été condamnés à la chaise électrique !

Bref, il n'y a apparemment rien à y faire : à la suite de l'affaire Falkenham, la justice, qui était déjà aveugle, devra maintenant être anosmique — néologisme dérivé de « anosmie », qui désigne la perte de l'odorat...

Le tapis glisse, glisse...

Imaginez-vous en équilibre instable sur un tapis posé sur un parquet trop bien ciré. Le tapis est léger, il a rétréci avec le temps ; c'est pour ainsi dire une carpette. Vous-même êtes, comme je disais, en équilibre instable, les bras ballants, un pied sur le tapis, l'autre en l'air.

Telle était, jusqu'à tout récemment, la position de ce pauvre Joe Clark, ancien-nouveau leader du Parti progressiste-conservateur.

Or, voilà que quelqu'un arrive par derrière, et tire le tapis vers lui. C'est facile : le tapis est léger, le parquet est glissant et vous-même n'êtes pas bien pesant. Que se passe-t-il ? Le tapis vous glisse de dessous les pieds et vous tombez par terre, les quatre fers en l'air. Pauvre Joe Clark.

Le type qui est en train de tirer le tapis vers lui a le bras long, c'est le cas de le dire. Mais surtout, Tom Long a à sa disposition une énorme machine : la BBM ou Big Blue Machine, qui est à la politique canadienne ce qu'est la BMW au monde automobile — un engin sans fantaisie mais solide, et qui tient bien la route.

■■■

Ce qui se passe dans la course au leadership de l'Alliance canadienne (la nouvelle identité du Reform Party) pourrait avoir d'énormes conséquences.

À la limite, cela pourrait vouloir dire la disparition du Parti progressiste-conservateur et la fin du règne de Jean Chrétien.

Résumons les derniers événements. Dans l'espoir de se donner des chances à l'est du Manitoba (où le Reform n'a jamais réussi à faire élire un seul député), Preston Manning fait un pari audacieux. Le parti changera de nom, assouplira son programme, s'alliera avec des conservateurs ontariens. Manning met son poste en jeu... et se représente. Problème : peut-on vraiment changer l'image du parti sans en changer le chef ?

Jusqu'à tout récemment, son seul rival sérieux était l'ancien ministre des Finances albertain, Stockwell Day. Problème : un parti qui veut séduire l'électorat centriste peut-il se donner comme chef un pasteur protestant qui est contre l'avortement et en faveur de la peine de mort ? Depuis qu'il a annoncé sa candidature, M. Day a passé son temps à se défendre d'être un extrémiste. Mauvais début.

Tom Long, l'habile stratège qui a joué un rôle capital dans les deux victoires électorales de Mike Harris et qui a accompagné de près le Reform dans sa métamorphose, était le meilleur candidat de la Big Blue Machine ontarienne, mais il préférerait, pour des raisons familiales, continuer à jouer un rôle d'éminence grise.

Après quelques péripéties (dont la candidature avortée d'un obscur ministre ontarien), Tom Long décide finalement de plonger. Il annoncera formellement sa candidature d'ici quelques jours.

Comme il fallait s'y attendre, l'affaire est soigneusement orchestrée. Les témoignages d'appui prestigieux précèdent l'entrée en scène du héros. Ainsi, le ministre des Finances ontarien, Ernie Eves, vient d'annoncer sa démission du Parti conservateur fédéral. Il entend militer en faveur de Tom Long... avec, à sa suite, une très grande partie du cabinet Harris, de même que les plus importants organisateurs et conseillers du premier ministre ontarien.

Pour Joe Clark, la défection de M. Eves est un très dur coup. Ce dernier a soutenu le chef conservateur depuis le tout début de sa carrière, alors que le jeune Clark brigait les suffrages au congrès de leadership de 1976.



Lysiane GAGNON

Mais dans ce cas-ci, l'amitié n'est pas aveugle. Il est devenu assez évident que le parti de Joe Clark ne s'en va nulle part.

Ce dernier n'arrive même pas à asseoir son autorité sur son caucus pourtant pas bien gros ni bien remuant. L'opposition de M. Clark au projet de loi sur la clarté, par exemple, a divisé le caucus, et le chef s'est retrouvé isolé, bredouillant des explications confuses : au Québec, il est contre le projet de loi parce qu'il mine l'autodétermination du Québec ; en dehors du Québec, parce qu'il reconnaît la possibilité de la sécession !

Le PC est couvert de dettes, et l'argent ne rentre pas. M. Clark s'est finalement résolu à briguer les suffrages lors d'une élection partielle (ce qu'il avait juré de ne pas faire, histoire de multiplier les tournées à travers le pays). La rumeur veut que le député Bill Casey démissionnera pour permettre à son chef de se présenter dans le comté ultra-sûr de Cumberland-Colchester, en Nouvelle-Écosse. Problème : même s'il atterrit aux Communes, le chef du parti ayant le moins de sièges n'aura pas beaucoup de temps d'antenne... Et même s'il avait plus de visibilité, est-ce que cela réglerait les problèmes de ce pauvre Joe Clark ?

Le tapis glisse, glisse... L'un de ses trois députés québécois, André Harvey, vient de déclarer que si Tom Long est élu à la tête de l'Alliance, il « réfléchira » à son avenir. Peter White, conservateur de longue date, ancien collaborateur de Brian Mulroney, et aujourd'hui bras droit de Conrad Black, vient de publier dans *La Presse* un appel sollicitant la candidature de Québécois francophones

comme candidats de l'Alliance aux prochaines élections.

Un autre qui doit suivre de près ce qui se passe à l'Alliance est Jean Chrétien, lui dont la grande chance, jusqu'à présent, a été le fractionnement de l'opposition.

Si jamais l'Alliance se donnait un leader capable de séduire l'Ontario sans perdre les solides appuis que le Reform a réussi à obtenir dans les provinces de l'Ouest, les libéraux risquent de voir venir la fin du pouvoir absolu dont ils jouissent depuis sept ans.

Cela les amènera à scruter de plus près les chances de Jean Chrétien comparativement à celles de Paul Martin. L'émergence de l'Alliance comme parti national, en remplacement du Parti conservateur, aura pour effet de déplacer l'échiquier vers la droite. Le principal thème de campagne de l'Alliance sera la réduction des impôts. M. Martin, dans ce contexte, pourrait être un leader plus crédible que M. Chrétien.

■■■

Bien sûr, rien ne dit que Tom Long accomplira le miracle dont ses partisans le croient capable. Pour l'instant, il est ce qu'était Jean Charest pour les fédéralistes à la veille de son passage au PLQ : le héros, le chevalier, le sauveur... Inévitablement, la déception suivra.

Pour l'instant, l'homme est totalement inconnu du grand public, et si ses idées sont connues (grosso modo, ce sont celles qu'il a soufflées à Mike Harris) on n'a jamais mesuré ni son charisme ni sa capacité de gérer un parti. C'est pourquoi les prochaines semaines seront passionnantes. Tout peut se produire — y compris une réaction des anciens réformistes de la base « western » contre cette invasion de la BBM ontarienne dans leur château fort.

OPINIONS

Visionnaire, le gouvernement?

Pendant que Québec subventionne le raccordement à Internet, des entreprises y donnent accès gratuitement

MARC LESSARD

Je tiens à féliciter les ministres Bernard Landry et David Cliche (ce dernier responsable du dossier en tant que ministre délégué à l'Autoroute de l'information), ainsi que le premier ministre Bouchard pour leur générosité, lors du dernier budget, qui permettra aux Québécois de s'intégrer plus facilement au commerce électronique. Je tiens surtout à souligner le don de visionnaire du gouvernement en ce qui touche l'avenir du Québec vis-à-vis d'Internet.

En effet, le ministre Landry a annoncé, avec une fierté peu commune, l'injection de 343 millions pour faire du Québec une société branchée. Une tranche de 125 millions de ce montant servira à aider quelque 200 000 familles à revenu modeste à dépenser encore plus d'argent, non seulement chez les commerçants du coin de rue, mais aussi dans les centres commerciaux virtuels du web.

Woubdidoo !, comme dirait l'autre.

Il faut préciser que ces derniers 125 millions ne seront pas versés aux familles visées. Non ! Le gouvernement paiera directement les gros fournisseurs d'accès, c'est-à-dire Bell Canada, Vidéotron et autres serveurs. Il s'agit de garantir le paiement de 75 % du coût du branchement mensuel (22,95 \$ par mois, usage illimité chez Bell/Sympatico) des familles à faible revenu, ces dernières n'ayant plus qu'à assumer la modique somme mensuelle restante de 7,50 \$ (plus TPS et TVQ) pour jouir du « net » sans interruption.

Le problème c'est que Freelane, d'Excite, offre déjà GRATUITEMENT la connexion ultrarapide à Internet, à n'importe qui au Canada et aux États-Unis (le service est offert sur la page d'accueil du moteur de recherche Excite, cinquième titre de la rubrique *Shortcuts*). « Unlimited Net Access and totally FREE forever », informe la publicité. Le seul hic, pour l'instant du moins, c'est que le service n'est pas offert aux utilisateurs d'ordinateurs MacIntoch. Mais on prévoit remédier à la situation dès ce printemps.

D'autre part, la compagnie Free Internet Provider, de Miami en Floride, offre déjà la connexion gratuite au Canada et aux États-Unis, y compris aux utilisateurs de MacIntoch. Mais, il y a aussi un hic, parce que le service n'est offert au Québec que pour les localités d'importance, dont Montréal, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, etc.

Le problème majeur avec ces fournisseurs, c'est que toutes les informations essentielles au branchement ne sont fournies qu'en anglais. Cependant, pour une somme modique (!), je suis disposé à les traduire, épargnant ainsi 124 millions 980 mille dollars au gouvernement du Québec.

Je précise que j'utilise déjà le service offert par Free Internet Provider sans frais, qu'il existe d'autres fournisseurs, que cette tendance n'est pas nouvelle et qu'elle se poursuivra, et que le service existait bel et bien avant la sortie du budget Landry.



Bernard Landry

Comme les autres fournisseurs d'accès gratuit, Free Internet Provider est en mesure d'offrir ce service gratuitement parce que la compagnie vend de la publicité par bandeaux sur la « Home Page » de son portail. (Les fournisseurs québécois le font aussi d'ailleurs.) Mais la compagnie garantit que la publicité n'apparaîtra que sur sa page d'accueil et uniquement là. Ce qui est parfaitement vrai, je peux en témoigner.

Cependant, contrairement aux fournisseurs québécois (et en toute logique), elle prétend que personne ne devrait déboursier pour visiter les vitrines d'un centre commercial. Ce qu'est devenu Internet principalement.

Pour ce qui est de monsieur Landry, je lève mon chapeau devant sa façon tout à fait débonnaire de dépenser des centaines de millions, non pas pour soulager des besoins réels, mais pour payer des compagnies multimillionnaires chargeant un prix excessif pour un service qui ne coûte strictement rien.

Petit magot et gros sabots

JACQUES BEAUMIER

L'auteur était rédacteur en chef du Ven'd'Est.

Il est rare que les journalistes vivent les événements de l'intérieur. J'aurai été le dernier rédacteur en chef du *Ven'd'est*, de mars 1998 à avril 2000, avec en prime la tâche de directeur à partir de septembre 98.

Le magazine *Ven'd'est* était le seul magazine francophone dans les provinces de l'Atlantique, publié depuis 1985. Son fondateur, Euclide Chiasson, avait aussi fondé le Parti acadien, en 1972. Le magazine est apparu dans le vacuum qui a suivi la dissolution du Parti acadien, en 1981, et la disparition du quotidien *L'Évangéline*, en 1982.

Il se voulait un magazine généraliste qui faisait valoir le pluralisme des opinions afin d'engager des discussions au sein de la société acadienne.

Le petit magot, c'est le budget du *Ven'd'est*, évidemment. Encore plus petit que les montants de marges d'erreur que se donnent les gestionnaires du secteur public. Eux, ils auraient considéré que le *Ven'd'est* roulait avec « du p'tit change ».

Que s'est-il passé ? Dans le contexte du scandale des subventions incontrôlées au ministère des Ressources humaines du gouvernement fédéral, il est intéressant d'observer le mode d'intervention des gouvernements.

Dans le cas du sauvetage du *Ven'd'est*, leur intervention aura été lourde, coûteuse et surtout inutile. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a d'abord exigé une étude d'experts pour obtenir un portrait juste de la situation. Nous avons accepté la demande, même si nous savions exactement où se situait le problème et ce dont nous avions besoin. L'APECA (l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique), une agence du gouvernement fédéral, ou du gouvernement provincial, on ne sait plus trop, a déboursé 25 000 \$ pour l'étude, dont 20 000 \$ sont allés au consultant qui nous a confirmé ce que nous savions déjà, que le *Ven'd'est* avait besoin de subventions. Mais au moins, nous avions maintenant l'opinion d'un expert. On était sûr de notre coup.

Fin octobre, nous recevons une lettre du gouvernement du Nouveau-Brunswick par l'entremise de la Société d'aménagement régional (SAR). La réponse : « Bien que la SAR ne soit pas indifférente aux difficultés financières qu'éprouve le *Ven'd'est*, elle n'est pas disposée à prendre un engagement financier pluriannuel à titre de soutien au périodique. Je désire aussi vous faire part que la dette importante accumulée par le *Ven'd'est* est pour la SAR une source de préoccupation. » Véritable raisonnement de banquier.

Pas de subventions, vous avez des dettes. La dette en question : 23 000 \$, que nous devions à notre imprimeur, moins qu'un compte de dépense de sous-ministre. Et le signataire de cette belle tautologie... non, non, pas un *red neck* du Sud qui ne connaît rien à la situation de la presse en Acadie. C'était signé : Hermel Vienneau, je vous le jure, l'ex-rédacteur en chef de *L'Acadie Nouvelle*, devenu sous-ministre dans le nouveau gouvernement conservateur de Bernard Lord.

Le pauvre, une fois de plus, fait la démonstration que les Acadiens, lorsqu'ils accèdent à Fredericton, la capitale, n'arrivent pas à le pouvoir, contrairement à ce qu'ils croient, mais sont plutôt nommés gérants du



PHOTOTHÈQUE. La Presse

Patrimoine Canada, le ministre de Sheila Copps, a accordé 20 000 \$ au *Ven'd'est* pour élaborer un projet de relance.

pouvoir. On se tourne alors vers le gouvernement fédéral. Grâce au travail de deux fonctionnaires sympathiques à la cause acadienne, au bureau de Patrimoine Canada à Moncton, le *Ven'd'est* obtient 20 000 \$ pour élaborer un projet de relance.

De plus, en janvier, nous obtenons 11 000 \$ du programme Jeunesse Canada au travail pour que des étudiants du programme d'info-com de l'Université de Moncton écrivent des textes pour le *Ven'd'est*.

Nous revoyons, alors, tout le concept du magazine *Ven'd'est* qui nous permet de réduire notre budget d'opération de 35 %. Mais nous avons quand même besoin de 60 000 \$ pour les opérations courantes que nous demandons à Patrimoine Canada dans le cadre de l'Entente Canada-communauté acadienne. La table de concertation nous promet 20 000 \$ pour mai, « pour voir si on sera capable de survivre ».

Il faut savoir que le gouvernement fédéral s'est lavé les mains, il y a quelques années, du sale boulot d'avoir à décider quels organismes se verront refuser des subventions. Cette tâche est maintenant laissée aux organismes de la communauté réunis autour d'une « table de concertation ». C'est tout comme le père de famille qui ne met pas assez de pain sur la table et qui demande aux enfants de se le séparer équitablement. Comprenez que la chicane « pogne » à tout coup.

Nous avons essayé de survivre en nous appuyant davantage sur le marché publicitaire mais nous avons appris qu'en milieu minoritaire, le marché a ses limites.

Alors voilà, le gouvernement fédéral a réussi à dépenser 56 000 \$ sans vraiment répondre à nos besoins et sans nous permettre de survivre. Le *Ven'd'est* aura rendu son dernier souffle, coincé entre la férocité implacable du libre marché et les gros sabots gouvernementaux.

Pendant ce temps, le ministère de Sheila Copps dépensera 15,2 millions, une augmentation de 50 % de ses subventions à la minorité anglophone vivant au Québec, pour que, selon Dyane Adam, commissaire aux langues officielles, « les citoyens anglophones qui se sentent souvent isolés puissent vivre une vie normale ». Le *Ven'd'est* tient à exprimer tout son bonheur d'apprendre que les anglophones du Québec pourront vivre « une vie normale » et ainsi, n'auront jamais à vivre le traumatisme de se faire traiter de « cadavres encore chauds ».

Dans le cas du sauvetage du *Ven'd'Est*, l'intervention des gouvernements aura été lourde, coûteuse et surtout inutile.

Plus



PHOTO Agence France-Presse

Il n'y a pas qu'à Miami que les murs sont tapissés du portrait du petit Elian. À La Havane aussi, où un homme avec enfant déambule dans une rue de la vieille ville.

Pas de démocratie à Cuba sans démocratie à Miami!



Rima Elkouri

envoyée spéciale
MIAMI

«**E**lian, viens ici... Que veux-tu être quand tu seras grand : Buena Vista Social Club ou Gloria Estefan ? »

Cette question posée à la blague par un vieil homme cubain dans une caricature d'un quotidien new-yorkais illustre bien la ridicule tournure qu'a pris le débat entourant l'histoire d'Elian Gonzalez.

La démesure qui caractérise la saga est telle que les caricatures n'en sont qu'un pâle reflet, constate Elena Freyre, directrice du Comité cubain pour la démocratie, basé à Miami. « Quand on regarde le cirque autour de cette maison, et ce à quoi cet enfant a été exposé, culminant avec cette infâme vidéo (montrant Elian, vraisemblablement forcé à répudier son père, qui dit : *Papa, je ne veux pas aller à Cuba*)... Quand on pense à la façon dont tout ça a culminé avec le spectacle ridicule de Gloria Estefan et Andy Garcia devant la maison d'Elian. C'était totalement absurde ! »

À voir les centaines de manifestants cubano-américains déchainés de la Petite Havane prier et hurler jour et nuit pour que leur Moïse sauvé des eaux demeure à Miami, on pourrait croire qu'il y a unanimité au sein de la communauté d'exilés. « Erreur », dit Elena Freyre, qui, à la question posée par le vieil homme dans la caricature, aurait sûrement répondu : « Buena Vista Social Club ! »

Tous les Cubano-Floridiens ne sont pas nécessairement d'accord avec l'establishment anticastriste de Miami, qui a transformé, pour des raisons politiques, la tragédie vécue par un petit garçon perdu en mer en psychodrame national, croit Mme Freyre, 52 ans, qui a quitté Cuba en 1960. Mais peu osent lever la voix, par crainte de représailles. « On sait qu'on devra payer le prix si on ose exprimer notre désaccord avec le point de vue traditionnel des exilés cubains », dit la militante, dont le comité, créé en 1992, se veut un véhicule pour les voix modérées cubano-américaines — environ 30 % de la communauté qui compte 800 000 membres dans le comté de Miami-Dade.

« Ceux qui ne sont pas d'accord ont intérêt à se taire », confie Rolando Sotolongo, un résident de Miami, moitié cubain, moitié portoricain, qui n'hésite pas à qualifier de « fanatiques » les manifestants enflammés.

Il faut dire que, depuis le début des années 60, les modérés cubano-américains ont eu droit à plus que des gros yeux ou des sourcils froncés. Voitures piégées, appels à la bombe et menaces de mort font

partie des tactiques d'intimidation. « Il y a déjà eu des gens tués pour leurs idées », note Mme Freyre, elle-même victime de menaces de toutes sortes pour avoir dit publiquement que le petit Elian devait rentrer avec son papa à Cuba.

Pour les leaders conservateurs de la communauté cubaine de Miami, pas de demi-mesures quand il est question du régime de Fidel Castro. « Ce fou de Castro est le Sadam Hussein des Caraïbes », lit-on sur la pancarte placée bien évidemment devant le bungalow de Lazaro Gonzalez, dans la Petite Havane.

« Pour ces gens, on ne peut pas être pro-Cuba sans être pro-Castro. Mais c'est un mythe ! » dit Mme Freyre. Le Comité cubain pour la démocratie qu'elle dirige s'oppose aux mesures répressives du gouvernement castriste. « Mais ça ne veut pas dire que tout ce que le gouvernement cubain a fait depuis les 40 dernières années est mauvais, insiste-t-elle. Il y a des éléments que le peuple cubain aimerait garder même quand le système va se démocratiser. »

L'accès universel à l'éducation ainsi que le système de santé en sont des exemples. « En ce moment, il y a des groupes de médecins américains en échange à Cuba qui étudient l'administration des soins de santé, souligne-t-elle. Parce que c'est à ce point bon ! » Mais cette réalité est ignorée par la majorité des exilés cubains, déplore-t-elle. La douleur qu'ils traînent depuis 40 ans s'est transformée en colère et en ressentiment. « Nous sommes frustrés que le monde entier ne comprenne pas la répression qu'il y a à Cuba », confie Georgina Shelton, une exilée de 56 ans, qui croit que c'est un crime de renvoyer Elian chez ce « monstre » de Castro.

Des années d'intimidation

De toute évidence, les leaders anticommunistes de Miami ne font pas dans la dentelle. Pour eux, tout ce qui est lié de près ou même de très loin à Castro n'a pas sa place à Miami. « Miami est la seule ville des États-Unis qui refuse d'accueillir Nelson Mandela, parce qu'il a déjà été vu aux côtés de Castro », souligne, à titre d'exemple, David Abraham, professeur en droit de l'immigration à l'Université de Miami.

Autres exemples ? À Miami, le *Cigar Magazine* a déjà été retiré des kiosques à journaux parce qu'on a cru y lire un article pro-Castro. À Miami, il est interdit d'inviter des groupes cubains ou même pro-cubains à jouer dans l'auditorium qui appartient à la municipalité. À Miami, un professeur a déjà vu une bombe faire tic-tac dans sa maison parce qu'il a osé organiser une réception pour des universitaires cubains qui assistaient à une conférence. À Miami, des manifestants anticastristes ont déjà lancé des pierres à des athlètes cubains qui participaient aux Jeux olympiques pour handicapés... Résultat : de nombreux résidents de Miami n'hésitent pas à dire : « Ils sont fous, ces Cubano-Américains ! » Et de nombreux Cubano-Américains dissidents ont honte...

L'automne dernier, lors d'un

concert du groupe cubain de salsa Los Van Van, à Miami Beach, des spectateurs ont aussi été accueillis à coups de pierres et d'œufs par des Cubano-Américains mécontents qu'on puisse tolérer la musique du pays de Fidel en terre « libre ». « Une journaliste colombienne que je connais a été frappée si durement qu'elle a abouti à l'hôpital ! » se rappelle Mme Freyre. « Beaucoup, dans la communauté cubano-américaine, ont assisté à ça horribles. N'être pas d'accord et le manifester, c'est une chose. Attaquer des gens parce qu'ils veulent écouter un certain type de musique, c'en est une autre... »

Avant Elian, après Elian

Tout ça s'est passé « avant Elian ». Car depuis, à Miami, il n'y a plus que deux saisons, souligne en rigolant Mme Freyre. « Avant Elian », et « après Elian », comme on dit « avant J.-C. » et « après J.-C. »

Blagues à part, la saga du petit *balsero* pourrait marquer un point tournant à Miami, en ce sens que ce sera toute une défaite pour les leaders conservateurs de la communauté.

De plus en plus, des Cubano-Américains modérés prennent les moyens de se faire entendre. Le débat le plus récent — mis à part, bien sûr, celui de l'incontournable Elian — est celui des *Latin Grammy Awards*. Miami refuse d'accueillir le gala, sous prétexte que des artistes cubains pourraient y participer, ce qui signifie 40 millions en moins dans les coffres de la ville. « C'est aussi ridicule que, durant la Guerre froide, quand des musiciens russes ou des artistes du ballet Bolchoï n'étaient pas autorisés à venir aux États-Unis ! » lance Mme Freyre.

Puisque le ridicule ne tue pas, John de Leon, un Cubano-Américain de Miami, président de la section locale du *American Civil Liberties Union*, a déposé, il y a deux semaines, un recours pour que la loi du comté de Miami-Dade interdisant les échanges culturels Cuba-Miami soit déclarée inopérante.

Les chances qu'on lui donne gain de cause sont très bonnes, croit Mme Freyre. Primo, parce que la politique étrangère est de juridiction fédérale — même si, depuis des années, Miami a sa propre politique étrangère. Secundo, parce que l'embargo Helms-Burtons comporte une exemption spécifique pour les échanges culturels.

« Ce qu'on essaie de faire réaliser aux gens, c'est qu'on ne pourra pas démocratiser Cuba si, d'abord, on ne démocratiser pas Miami », dit Mme Freyre. C'est avec une bonne dose de scepticisme que cette militante modérée écoute les manifestants crier « Libertad ! Libertad ! » devant la maison d'Elian. De quelle liberté s'agit-il, ici ? De la liberté d'utiliser le drame qui secoue la vie d'un enfant de 6 ans pour des fins politiques ? s'interroge-t-elle. « Si ça n'avait pas été une année électorale, le ridicule n'aurait pas été si fort », dit-elle, indignée, en précisant qu'au moins deux des avocats de Lazaro Gonzalez ne cachent pas leur intention d'occuper des fonctions politiques. « D'utiliser cet enfant pour poursuivre des ambitions politiques, c'est vraiment bas. »

Les héritiers de lord Durham remontent au front

« Il sera bientôt trop tard », selon le sénateur Jean-Maurice Simard



Gérald LeBlanc

De petits et grands coups laissent entrevoir une nouvelle offensive des « héritiers de lord Durham ».

C'était le titre d'un dévastateur pamphlet publié en 1979 par ceux qui s'appelaient alors « francophones hors Québec », et qui allaient appuyer le camp du OUI au référendum québécois de 1980.

On leur avait alors vite fait comprendre qu'ils ne pouvaient impunément mordre la main fédérale qui les nourrissait.

Ils sont donc rentrés dans le rang, adoptant la stratégie des petits pas et des recours judiciaires pour arracher de haute lutte des écoles pour leur minorité.

Statistique Canada a remplacé le terme d'anglicisation par l'euphémisme « transfert linguistique » pour décrire l'assimilation galopante des Franco-Canadiens qui nous suppliaient, eux, de mettre l'accent sur le dynamisme de leurs communautés.

« Pour assurer leur existence et se financer, les Franco-Canadiens ont dû se positionner vis-à-vis du fédéral, qui cherche à les inscrire dans sa stratégie de neutralisation du nationalisme québécois », nous disait le printemps dernier Claude Denis, vice-doyen de la faculté Saint-Jean d'Edmonton.

Le sénateur Jean-Maurice Simard, ancien bras droit acadien de Richard Hatfield au Nouveau-Brunswick, est allé plus loin en parlant de « l'asservissement du leadership francophone » et de « l'affaiblissement des communautés qui ne servaient plus qu'à percer les flancs des méchants séparatistes ».

Les signes du réveil

Dans sa sortie — *De la coupe aux lèvres : un coup de cœur se fait attendre* — effectuée l'automne dernier au Sénat, M. Simard rappelait que sur le million de francophones hors Québec, seulement 650 000 parlaient le français à la maison, et fustigeait la tentative de banalisation de ce fléau de l'assimilation.

Un deuxième signe du réveil est apparu lors de la lutte des Franco-Ontariens pour la sauvegarde de l'hôpital Montfort, le seul hôpital francophone à l'ouest du Québec. « On ne pourra plus dire que l'Ontario est notre patrie ! » et « Ne comptez plus sur nous pour l'unité nationale ! » figuraient parmi les slogans du soulèvement de Montfort.

Un récent jugement d'une cour ontarienne a ordonné le maintien de tous les services d'un hôpital universitaire à Montfort, alléguant que les institutions bilingues ne suffisaient pas et qu'il fallait des institutions homogènes françaises.

Le gouvernement ontarien a porté cette cause en appel et les Franco-Ontariens espèrent que l'affaire se rende jusqu'en Cour suprême, confiants de voir le plus haut tribunal élargir la portée des droits linguistiques, comme il vient de le faire pour l'école française de Charlottetown, à l'île du Prince-Édouard.

Inspiré par son nouveau juge acadien, Michel Bastarache, la cour a soutenu que les droits linguistiques n'avaient de sens qu'en autant qu'il existe une communauté pour en jouir. Au-delà donc du bilinguisme individuel retenu jusqu'alors par la Cour suprême !

Dans le sillage de l'affaire Montfort, les Franco-Ontariens ont lancé l'opération Constitution pour faire enchâsser l'existence de leur collectivité, comme on l'a fait pour les Acadiens du Nouveau-Brunswick.

« Il s'agit d'une stratégie de défense contre le gouvernement Harris dont les politiques de rationalisation et de décentralisation, sans être anti-francophones, ont des conséquences très graves pour les Franco-Ontariens », nous dit Ken-

neth McRoberts, directeur du collège Glendon de l'Université de Toronto.

Ce n'est pas que le gouvernement Harris soit contre les francophones, mais plutôt qu'il les traite comme tous les autres Ontariens, ignorant leur statut particulier au Canada et consacrant leur implacable érosion.

Les chances de succès

« Il sera bientôt trop tard », avait dit le sénateur Simard en sonnant l'alarme l'automne dernier. Tombant en rafale, les manchettes alarmantes semblent lui donner raison.

■ Les francophones forment le dixième groupe ethnique en importance à Toronto et, pour la première fois, les Franco-Ontariens étaient moins nombreux en 1996 qu'au recensement précédent.

■ Le chinois a dépassé le français comme deuxième langue la plus parlée dans les foyers canadiens hors Québec.

■ Même au Nouveau-Brunswick, les Acadiens ne forment plus que 28 ou 29 % de la population de leur province.

■ Neil Morrison, secrétaire de la célèbre commission Laurendeau-Dunton, invitait, dans le *Ottawa Citizen* au constat d'échec : « La Loi sur les langues officielles est un échec parce qu'elle n'a pas su arrêter l'assimilation des francophones hors Québec. »

On fait face à la conjonction de trois facteurs : faible taux de natalité, exode vers les centres urbains et anglicisation. Contrairement aux Anglo-Québécois dont la majorité n'est plus d'origine britannique, les Franco-Québécois ne reçoivent, de leur côté, à peu près aucun sang neuf de l'immigration.

On en vient à se demander s'il n'est pas trop tard pour se repositionner à l'avant-scène nationale.

« Le déterminisme social existe, certes, mais il n'est pas irrévocable », estime Michel Doucet, doyen de la faculté de droit à l'Université de Moncton.

Il reconnaît cependant que d'autres groupes mieux organisés, notamment les autochtones, ont pris la place et qu'il ne sera pas facile pour les francophones de sortir de l'isolement et de l'indifférence afin de retrouver le chemin du discours national.

« C'est aussi un problème de poids. Même au Nouveau-Brunswick, nous formons maintenant moins de 30 % de la population. Ailleurs au Canada, les francophones ne constituent pas une menace politique et ne figurent donc pas dans les priorités des gouvernements. »

La quête d'alliés

Conscient sans doute de ce manque de poids, le président de la Fédération des communautés francophones et acadienne, Gino LeBlanc, fait actuellement le tour du pays pour se faire mieux connaître et pour tisser de nouvelles alliances.

« Nous sommes assez grands pour rencontrer les autres et nous savons que sans leur appui nous avons peu de chances de succès à moyen et long terme », ajoute le jeune politologue de Moncton.

Quant à « l'asservissement du leadership francophone » souligné par le sénateur Simard, le président de la Fédération y voit un portrait un peu caricatural.

« N'ai-je pas, ajoute-t-il, mis le ministre Stéphane Dion au défi d'abandonner son plan B et de revenir au plan A ? Pour nous toutefois, comme pour les autres, la *realpolitik* s'applique et nous recevons 280 millions d'Ottawa et un million de Québec. »

Ancien président de la Société des Acadiens, le doyen Doucet de Moncton évoque aussi l'inconfort de se retrouver entre l'arbre et l'écorce.

« Nous devons faire preuve d'une double loyauté, à l'endroit du gouvernement fédéral, qui défend nos droits face aux provinces, et à l'endroit du Québec où se trouvent nos appuis culturels et linguistiques. »

« Nous sommes comme les enfants de parents divorcés qui tirent chacun de leur côté. Nous sommes habitués d'être utilisés et nous n'avons pas le choix d'aimer nos deux parents, mais ce n'est pas facile. »

Plus

Lors de son passage à Jérusalem, Jean Chrétien a dit ne pas savoir s'il était dans la partie ouest, est, nord ou sud de la Ville sainte. Le lendemain, à Gaza, Arafat se garda bien de le lui reprocher, notamment parce que M. Chrétien venait de dire que la menace d'une déclaration unilatérale d'indépendance de la Palestine était en quelque sorte un moyen de pression légitime pour négocier avec Israël!



PHOTOS CP, Reuters et AP
Le premier ministre Chrétien (à gauche) contemple l'immensité du lac de Tibériade, cependant qu'en Égypte, il a rencontré le président Hosni Mubarak et nié, contrairement à ce qu'affirmait le premier ministre israélien Ehud Barak, que le Canada accueillerait 15 000 réfugiés palestiniens.

Les tribulations de Jean Chrétien au Moyen-Orient

L'expérience mène parfois à l'excès de confiance et à... la chute



Gilles Toupin
du bureau de La Presse
OTTAWA

Il aura beau continuer à rappeler à tout bout de champ — comme il se plaît à le faire — qu'il a 37 années d'expérience en politique, cette déclaration passe-partout ne sera désormais plus suffisante au premier ministre Jean Chrétien pour faire croire aux Canadiens qu'il est en contrôle de la situation.

Son voyage de douze jours au Moyen-Orient, qui s'est achevé sur le tarmac mouillé et froid de l'aéroport d'Ottawa aux petites heures du matin jeudi, aura fait la preuve que l'expérience mène parfois à l'excès de confiance en soi et à la chute.

Voici le récit, vu de l'intérieur, des tribulations de Jean Chrétien dans une région du monde réputée pour sa complexité politique et ses conflits intenses. Voici comment en quelques jours et autant de bourdes, le chef du gouvernement a failli faire écrouler des pans entiers du bel édifice de la diplomatie canadienne patiemment érigé depuis des décennies.

Mal préparé
La plupart des analystes sont d'avis que le premier ministre aurait certes pu éviter de se mettre dans un tel pétrin s'il s'était mieux préparé à ce voyage. Des aides de M. Chrétien ont confié aux journalistes canadiens, qui étaient du voyage, que le chef avait été si pris par ses activités avant de partir qu'il a dû négliger sa préparation. Sur la route, il avait avec lui quelques parlementaires férus du Moyen-Orient qui auraient pu lui être d'un grand secours. Le sénateur

Pierre DeBané, dont les racines familiales sont issues du Proche-Orient, le sénateur Marcel Prudhomme, un arabiste reconnu qui a consacré sa vie politique à tisser des liens avec les pays arabes, le député Sarkis Assadourian, né en Syrie et qui a été conscrit contre Israël lors de la guerre de 1967, et le député Irwin Cotler, un avocat et expert international du Moyen-Orient qui a même plaidé devant les cours israéliennes. Ce n'est qu'après six jours de voyage, à Amman, que Jean Chrétien s'est assis avec ces hommes pour discuter le coup. La discussion fut rude, le consensus inexistant, mais au moins elle fut capitale puisque le premier ministre réussissait pour le reste du voyage à manoeuvrer sans faute dans les eaux de la traditionnelle neutralité du Canada au Moyen-Orient.

L'est, l'ouest...
Le 9 avril, dès la première journée complète en Israël, l'amateurisme politique de Jean Chrétien en politique moyen-orientale se manifestait. Interrogé par les journalistes canadiens sur l'absence, dans le programme de sa visite, d'un passage à Jérusalem-Est, le premier ministre répondit par une de ces blagues qui au Canada le tirent parfois d'embarras. « Je ne sais pas, a-t-il lancé, si je suis à l'ouest, au sud, au nord ou à l'est de Jérusalem en ce moment. »

Quelques rires des conseillers du premier ministre se sont fait entendre sur le coup, mais les journaux arabes, dont l'organe du parti au pouvoir en Syrie, *El Baath*, et les Palestiniens trouvèrent peu drôle un geste qui donnait l'impression que le Canada se rangeait du côté d'Israël à propos du statut final de Jérusalem.

Parmi les vingtaine de journalistes canadiens qui accompagnaient Jean Chrétien dans ce voyage, trois connaissent la langue arabe. Équipés de téléphones cellulaires, d'accès permanent à Internet, les journalistes avaient en tout temps accès à d'autres sources que celles du premier ministre. C'est ainsi qu'ils se sont dirigés le 9 avril à Jérusalem-Est rencontrer Faïçal Hussein, un haut dirigeant de l'Autorité pa-

lestinienne et bras droit de Yasser Arafat, à la Maison de l'Orient. M. Hussein condamnait l'insensibilité de M. Chrétien face à la question de Jérusalem. « C'est une insulte au processus de paix », avait-il dit aux journalistes canadiens.

Pour Jean Chrétien, cette affaire n'était qu'une tempête dans un verre d'eau puisque le lendemain, à Gaza, Yasser Arafat ne lui en soufflait mot. Cette analyse sommaire du premier ministre démontre encore plus son incompréhension et celle de ses conseillers des jeux politiques de la région. Arafat, qui a intérêt à se garder dans les bonnes grâces du Canada qui préside l'important Groupe de travail sur les réfugiés dans le cadre du processus de paix, n'aurait jamais pris de front son invité. Cela ne se fait pas dans une culture où les traditions d'hospitalité sont souveraines. Mais M. Hussein n'aurait jamais lancé sa charge contre Jean Chrétien sans la bénédiction de Yasser Arafat.

Pelure de banane
Le 10 avril, à Gaza, l'approbation par le premier ministre canadien en réponse à une question de *La Presse*, de l'utilisation, par l'Autorité palestinienne, de la menace de déclaration unilatérale d'indépendance pour faire avancer le processus de paix, le mettait encore dans le pétrin.

« Je crois, moi personnellement, répondait M. Chrétien en présence d'un Yasser Arafat comblé, que c'est mieux de la garder (la déclaration d'indépendance) comme point de pression pour les négociations. C'est la position du Canada. »

L'homme politique, malgré ses 37 années d'expérience, n'avait pu éviter la pelure de banane. Réalisant que ce terrain était on ne peut plus miné, les hommes de Chrétien envoyèrent celui-ci dans la section de la cabine réservée aux journalistes, avant même que l'avion de retour vers Jérusalem ne décolle, pour corriger le tir. L'entourage du premier ministre se rendait compte que non seulement le chef venait de gifler publiquement le gouvernement israélien, mais il donnait aussi des munitions au premier ministre souverainiste du Québec, Lu-

cien Bouchard. « C'est pas la même chose, expliquait Jean Chrétien alors que son avion roulait déjà pour prendre son envol. Une déclaration unilatérale d'indépendance s'applique seulement lorsque vous êtes une colonie ou un territoire occupé par une force militaire. » Mais le mal était déjà fait.

« La » bourde
Et puis, il y a eu la bourde des bourdes, l'oscar de la gaffe politique du voyage. Cela s'est passé à Nazareth, le 11 avril, dans la ville la plus arabe d'Israël, après que M. Chrétien eut fait une petite visite guidée avec un général israélien sur la rive du lac de Tibériade.

Le Golan et l'accès aux eaux du lac sont les enjeux clés des négociations de paix entre la Syrie et Israël. Malgré la présence à ses côtés de trois experts canadiens en affaires étrangères, M. Chrétien affirmait qu'« à ce moment-ci le lac de Tibériade est sous le contrôle d'Israël et je trouve qu'ils ont raison de vouloir le garder ».

Cette fois, c'est la Syrie qui encaissait la gifle. L'équipe du premier ministre commença alors à blâmer ouvertement les journalistes, leur reprochant, avec une certaine agressivité, de ne pas rapporter les faits. Le service de presse de M. Chrétien insistait sur le verbe « vouloir » dans la déclaration du premier ministre, alléguant que l'utilisation de ce verbe indiquait une distance vis-à-vis de la position d'Israël. Et si M. Chrétien avait dit qu'« à ce moment-ci Lucien Bouchard veut faire l'indépendance du Québec et je trouve qu'il a raison de vouloir la faire » ? Aurait-il fallu comprendre qu'il n'approuvait pas le projet de M. Bouchard ?

Bref, les choses ne se sont guère arrangées lorsque des agences de presse rapportèrent que le premier ministre israélien, Ehoud Barak, avait reçu l'assurance de Jean Chrétien, au cours de leur rencontre trois jours plus tôt, que le Canada accueillerait 15 000 réfugiés palestiniens.

M. Chrétien, certes, se précipita devant les journalistes au Caire pour nier catégoriquement la

chose, car un tel geste aurait signifié qu'Ottawa ne reconnaît pas le « droit au retour » des réfugiés palestiniens sur leurs terres, une condition *sine qua non* du processus de paix endossée depuis toujours par le Canada.

Même si le bureau de M. Barak nia plus tard avoir répandu une telle nouvelle, beaucoup se sont demandé s'il ne s'agissait pas d'une petite riposte israélienne aux propos de M. Chrétien sur la déclaration unilatérale d'indépendance de la Palestine.

Un des conseillers de M. Chrétien révélait cependant que le premier ministre canadien et son homologue israélien avaient effectivement discuté de la question, une information que le bureau du premier ministre avait omis de communiquer aux journalistes après la rencontre Barak-Chrétien. Le lien de confiance était alors rompu entre la presse et les responsables canadiens.

Un point de presse de 90 minutes, mardi soir dernier à Damas, tourna au vinaigre, les journalistes interrogeant sans relâche les responsables canadiens sur le moindre détail, les soupçonnant de désinformation.

Le chef de cabinet du premier ministre, Jean Pelletier, est même venu évaluer la situation dans la salle de presse. Au cours d'un échange avec le journaliste Craig Oliver, le chef de bureau de la chaîne CTV à Ottawa, M. Pelletier lança : « J'en ai assez de votre m... ! »

Cette marque d'impatience de la part d'un homme dont les rapports avec la presse sont depuis toujours exemplaires, indique la profondeur du désarroi ressenti par les hommes du premier ministre à l'issue du voyage. Ils ont certainement, sans l'avouer, été déconcertés de voir leur chef au cours de la première semaine du périple atteint de mimétisme chronique, un syndrome qui consiste à adopter la position politique de la dernière personne rencontrée.

Tout cela pour dire que les tribulations de Jean Chrétien au Moyen-Orient n'ont pas fini de le hanter.

Gourous inc.

ISABELLE HACHEY

Le monde des affaires est un terrain fertile pour les gourous en tout genre. Escrocs ou pas, ils ont vite compris que la spiritualité constitue un marché très lucratif. Et que les adeptes peuvent aussi être recrutés dans les entreprises.

Les maîtres spirituels sont largement en demande dans les grandes sociétés américaines. Les gourous les plus populaires offrent des séminaires sur la spiritualité au travail... à 1000 \$ par jour, par personne, excluant les dépenses !

Au Québec, l'exemple le plus frappant de l'infiltration d'un fraudeur en entreprise est sans doute celui de Luc Joutet, leader charismatique de l'Ordre du temple solaire (OTS) invité à donner des conférences auprès des employés d'Hydro-Québec. L'homéopathe européen a péri dans un suicide collectif, en 1994, entraînant 47 fidèles dans la mort.

« Quelle était la compétence de Luc Joutet ? Qui, à l'intérieur d'une entreprise, est capable de faire la différence entre un type honnête et un charlatan ? » demande Yves Casgrain, consultant en mouvements sectaires qui plaide pour une séparation claire et infranchissable entre spiritualité et milieu de travail.

Les sectes comme l'OTS sont extrêmement rares. Reste que la formation constitue souvent le maillon faible des entreprises, ajoute M. Casgrain. « À Hydro-Québec, on donnait un contrat parce

qu'on avait l'argent pour, sans trop analyser le contenu des cours et des conférences.

L'Église de Scientologie, quant à elle, a pu offrir des sessions de gestion à des milliers d'employés de grandes sociétés américaines et européennes, leur soutirant parfois des millions de dollars. Le mouvement fait face à de nombreuses accusations d'escroquerie.

« Ces formations en entreprise sont présentées comme très rentables, capables de mesurer les transformations chez les individus, explique Alain Bouchard, sociologue des nouvelles religions à l'Université Laval. Pour les compagnies, cela peut être très alléchant. Elles peuvent obliger leurs employés à suivre des formations dans le but d'améliorer leur rendement et leur efficacité. »

« Avec l'éclatement des religions traditionnelles et l'effervescence de nouveaux groupes religieux, les gens s'intéressent, de façon individuelle, au taoïsme, au bouddhisme et au nouvel âge. Ces mouvements pénètrent ensuite les entreprises nord-américaines », explique Michel Dion, professeur d'éthique à l'Université de Sherbrooke.

Le mouvement nouvel âge s'est en effet infiltré, au fil des ans, dans les bureaux des ressources humaines de plusieurs entreprises — et même dans ceux des gestionnaires de l'État québécois. Avec d'innombrables dérapages. « Le signe astrologique, la graphologie ou le bio-rhythme peuvent parfois déterminer quel candidat sera embauché », explique M. Bouchard. Discriminatoire ? « Peut-être pas davantage que l'impression créée par la couleur de la cravate d'un candidat ! »

L'infiltration nouvel âge

ISABELLE HACHEY

Martin Geoffroy était professeur au cégep lorsqu'il s'est inscrit à un programme de formation en pédagogie à l'Université de Sherbrooke. Titre de l'un des cours : La clé du savoir. Contenu : croissance personnelle, exploration de son intérieur...

« C'était carrément du charabia new age ! Et on nous a donné un crédit universitaire pour ça », raconte-t-il. « Qu'on ne se demande pas ensuite pourquoi les professeurs enseignent toutes sortes de théories bizarres à leurs élèves ! »

Aujourd'hui étudiant au doctorat en sociologie à l'Université de Montréal, M. Geoffroy constate avec inquiétude que le mouvement nouvel âge, loin de s'éteindre, étend ses tentacules dans les domaines les plus sérieux : sciences sociales, médecine, éducation.

Le chercheur, qui enseigne à l'Université de Montréal, raconte que certains étudiants, « qui devraient être les premiers à défendre la science », croient en la magie. « Les scientifiques ont un gros problème, leur message ne passe plus, ils sont en compétition avec des gourous, des charlatans... et aussi des gens honnêtes qui croient vraiment que lorsqu'ils font du Reiki, ils émettent des énergies avec leurs mains ! »

Déductible d'impôt

Lise Bourbeau est une ancienne vendeuse de produits Upperware qui a fait fortune avec son best-seller *Écoute ton corps*. Aujourd'hui, en plus des livres, jeux de cartes, cassettes, conférences sur vidéo et contes pour enfants, son entreprise offre une pléthore d'ateliers, qui peuvent coûter jusqu'à 1495 \$. La plupart sont toutefois déductibles d'impôt, étant considérés comme des frais de scolarité par les gouvernements provincial et fédéral.

Certains ateliers, comme « Vendre avec son cœur », sont même offerts en entreprise. La compagnie qui retient les services de Mme Bourbeau peut ensuite faire admettre ses dépenses comme un investissement auprès d'Employ-Québec, en vertu de la loi qui prévoit que toutes les entreprises doivent dépenser 1 % de leur masse salariale en formation de la main-d'œuvre.

C'est, en quelque sorte, une sanction d'État sur des ateliers donnés par des gens qui n'ont aucune formation particulière, mais qui réussissent à expliquer dans l'atelier « métaphysique des maladies et des maladies », les causes émotionnelles et mentales des maladies les plus graves...



Le marché de la spiritualité

Le retour des marchands du Temple

ISABELLE HACHEY

Vous voulez accéder à la véritable Connaissance et percer les nombreux mystères de l'Univers ? Rien de plus simple. Pour aussi peu que 15 \$, il suffit de suivre un cours qui vous permettra d'accéder à un état de conscience supérieur en intégrant les Énergies Puissantes des 72 Anges de la Kabbale. La publicité dit que ça donne des ailes.

Un cours ne suffit pas ? Aucun problème. Procurez-vous les douze volumes des « 72 Anges au Quotidien » en version CD ou cassette. Profitez-en pour commander, par Internet, les trois volumes de musique angélique (21,95 \$ chacun) et les cartes des 72 Anges (20,69 \$). Frais de port non inclus.

Les vendeurs du temple sont de retour. Un coup d'oeil au babillard surchargé du restaurant végétarien Le Commensal, rue Saint-Denis, et il semble bien futile, le vœu de pauvreté prononcé par les prêtres vieillissants qui règnent sur les églises désertées du Québec. Aujourd'hui, la spiritualité est d'abord une affaire de gros sous.

Le marché est lucratif et les gourous se bousculent au portillon. Selon vos préférences, vous pouvez opter pour le nettoyage de vos sept chakras grâce aux élixirs floraux du Dr Bach, pour un voyage mystique au Pérou ou, tout simplement, pour l'intégration du Christ dans votre corps grâce à la canalisation simultanée de deux médiums. Mais dépêchez-vous : à 20 \$ par séance, il s'agit sans doute d'une aubaine.

Libies ésotériques d'une poignée de nostalgiques ? Pas tout à fait. Les cristaux et les médiums ont peut-être perdu du terrain, mais ce n'était que pour laisser la place au spiritisme à la sauce orientale et aux récits initiatiques, dont la popularité a rendu certains auteurs millionnaires.

Les chercheurs avaient d'abord cru à un phénomène éphémère, une vague nouvel âge qui s'échouerait tôt ou tard sur la grève. Trente ans plus tard, les livres, conférences, vidéos, jeux, cartes du ciel et même contes pour enfants sont plus nombreux que jamais dans les librairies générales et les boutiques spécialisées. « C'est plus qu'une vague, c'est un raz-de-marée ! » lance Martin Geoffroy, étudiant au doctorat en sociologie à l'Université de Montréal.

« Pour la grande majorité des gens, la quête spirituelle se fait maintenant à l'extérieur des cadres religieux et institutionnels. C'est pourquoi on retrouve

toute cette panoplie de livres, ateliers et conférences qui répondent à ce besoin », explique Alain Bouchard, sociologue des nouvelles religions à l'Université Laval. « Les gens ne veulent surtout pas se faire dire par quelque autorité que ce soit comment vivre leur vie spirituelle », ajoute M. Geoffroy.

Religions à la carte

La majorité des Québécois ont peut-être tourné le dos à l'Église, ils n'en continuent pas moins de se poser des questions existentielles. Dans une société de plus en plus individualiste, les nouveaux groupes religieux ne font cependant qu'un à deux pour cent d'adeptes au sein de la population. Les gens préfèrent magasiner leurs dieux et se composer un menu de croyances, empruntées ici et là. « Il n'est pas rare de voir des catholiques croire en la réincarnation », raconte Yvon Lepage, directeur de l'organisme Sentiers de foi.

« La spiritualité est un secteur en nette croissance. On a augmenté nos ventes de 30 % depuis l'an dernier », estime Yves Godin, responsable des achats au sein du Groupe Renaud-Bray. En plus de pulluler, ces livres sont littéralement des best-sellers. *L'Art du bonheur*, du dalaï-lama, figure dans le peloton de tête des ventes du groupe depuis plus d'un an. *Conversations avec Dieu* fait aussi partie du palmarès depuis... trois ans ! Rares sont les romans québécois qui peuvent en faire autant.

Martin Geoffroy s'inquiète de l'ampleur du phénomène. Il constate que le mouvement nouvel âge, limité à des groupuscules obscurs il y a 30 ans, gagne de plus en plus de terrain. Pire, il s'institutionnalise. « L'idéologie du nouvel âge est devenue tellement importante qu'elle s'infiltrait dans tous les rayons des librairies : gestion, sociologie, anthropologie, histoire... On est en train de confondre le discours scientifique et les croyances personnelles », dit-il.

Yves Godin confirme la tendance. « Nous en avons même dans le domaine de la nutrition. L'un d'entre eux suggère quatre régimes différents pour les quatre groupes sanguins ! » Les petits livres du genre « être humain, mode d'emploi » se vendent aussi comme des petits pains chauds. L'infiltration est tellement répandue que M. Godin est incapable d'évaluer la part du marché occupée par le nouvel âge — un concept, il est vrai, aux contours aussi vagues et flous qu'une aura.

Une enquête estimait, au début des années 90, que la vente de livres nouvel âge représentait cinq millions par an, soit 20 % du marché de l'édition au Québec. À cette époque, une librairie sur cinq était spécialisée dans

l'ésotérisme. Depuis, le marché est plutôt stable, mais les plus petits commerces n'ont pas survécu, selon Jean Charbonneau, de la librairie nouvel âge, qui a pignon sur rue depuis 30 ans à Montréal.

« Aujourd'hui, ce que les gens veulent avoir, ce sont des points d'appui pour avancer dans la vie et se sentir mieux », dit Max Permingeat, propriétaire des Éditions de Mortagne depuis 1978. Et les acheteurs proviennent de toutes les couches de la société. « Nos clients vont du PDG qui veut faire du zen au petit monsieur qui veut faire son astrologie tous les jours », affirme Jean Charbonneau.

L'échec de la pensée critique

Pour Yves Casgrain, consultant en mouvements sectaires, la tendance de fond souligne l'échec de la pensée critique. « Les Québécois ont rejeté l'Église catholique et la spiritualité en bloc, comme si les deux devaient être nécessairement liés. Maintenant, les gens cherchent et ne savent pas comment chercher. Ils n'ont pas vraiment de connaissances historiques. Ils veulent une solution magique à leurs angoisses existentielles, et ces livres-là se présentent justement comme cela ! »

« La religion fait peu appel à l'esprit critique puisque fondamentalement, c'est une expérience qui relève du domaine affectif, dit le sociologue Alain Bouchard. C'est comme essayer de rationaliser un coup de foudre : les gens préfèrent le vivre ! »

La tolérance envers les nouveaux mouvements religieux et spirituels a ses limites, estime pourtant M. Casgrain. « On comprend mal, aujourd'hui, que la spiritualité est devenue un marché. Comme dans tous les secteurs d'activités économiques, il y a des fraudeurs. Il est temps d'instaurer des campagnes de sensibilisation et de prévention. »

« Avec le libre marché du religieux, il y a une « déréglementation » du spirituel avec laquelle il va falloir se collecter un jour », admet Solange Lefebvre, théologienne et anthropologue à l'Université de Montréal. Les religions traditionnelles comme le judaïsme, le christianisme et l'islam ont traversé l'épreuve du temps parce qu'elles possèdent une certaine « pesanteur éthique », note-t-elle.

Le best-seller mondial de tous les temps ne demeure-t-il pas la bonne vieille Bible ?

DEMAÎN : Désaffection des églises paroissiales au Québec

SONDAGE BAROMÈTRE La Presse

■ Qui préféreriez-vous avoir comme chef spirituel ?

| | 18 à 24 ans | 25 à 34 ans | 35 à 49 ans | 50 ans et plus |
|-----------------------|-------------|-------------|-------------|----------------|
| Dieu | 41% | 48% | 47% | 51% |
| Jésus | 21% | 21% | 26% | 34% |
| Bouddha | 11% | 3% | 3% | 2% |
| Dalaï-lama | 9% | 5% | 6% | 1% |
| Mahomet | 3% | 1% | 1% | — |
| Maharishi Mahesh Yogi | 1% | — | — | — |
| Aucun | 11% | 15% | 10% | 7% |
| Tous | 1% | 3% | 2% | 1% |
| Ne sait pas | 2% | 3% | 2% | 3% |

■ Après votre mort, que se produira-t-il ?

| | Catholiques | Ensemble |
|----------------------------------|-------------|----------|
| Il ne se passera rien du tout | 29% | 30% |
| Vous ne savez pas | 32% | 25% |
| Vous vous réincarnez | 17% | 15% |
| Vous ressuscitez | 12% | 12% |
| Vous vous transformez en énergie | 7% | 7% |
| * Il se passera autre chose | 5% | 5% |
| Vous irez au ciel/paradis | 2% | 2% |

■ Croyez-vous que... existe ?

| | ...le paradis | ...l'enfer |
|-------------|---------------|------------|
| Oui | 68% | 39% |
| Non | 26% | 51% |
| Ne sait pas | 6% | 9% |



■ Selon vous, est-ce que Jésus était le fils de Dieu ou simplement un homme ?

| | Oui | 78% |
|----------------|-----|-----|
| Fils de Dieu | 63% | 21% |
| Un homme | 27% | 1% |
| Aucun des deux | 3% | |
| Ne sait pas | 6% | |

■ Vous considérez-vous comme un croyant ?

| | Oui | 78% |
|----------------|-----|-----|
| Fils de Dieu | 63% | 21% |
| Un homme | 27% | 1% |
| Aucun des deux | 3% | |
| Ne sait pas | 6% | |

■ Diriez-vous que vous allez à la messe... ?

| | |
|---|-----|
| Régulièrement, chaque semaine | 21% |
| Occasionnellement, quelques fois par an | 26% |
| Rarement, dans les occasions spéciales | 31% |
| Jamais | 22% |

■ Si l'Église catholique avait une position plus conciliante sur la contraception, l'avortement, l'ordination des femmes ou d'autres sujets importants, iriez-vous à la messe plus régulièrement ?

| | |
|--------------------|------|
| Oui / probablement | 16%* |
| Peut-être | 7% |
| Non | 75% |

* Répondants qui ne vont pas régulièrement à la messe.

■ Plus la société progresse, plus la religion disparaît ?

| | |
|-----------------------------------|-----|
| Tout à fait/plutôt d'accord | 71% |
| Tout à fait / plutôt en désaccord | 26% |
| Ne sait pas | 2% |

■ Diriez-vous que l'Église catholique reflète(...) vos propres valeurs ?

| | |
|------------------------|-----|
| Très bien / assez bien | 63% |
| Plutôt mal / très mal | 33% |
| Ne sait pas | 4% |

Note

Les questions concernent l'existence de l'enfer et du paradis, le Christ, la fréquentation de la messe, les positions et les valeurs de l'Église catholique ainsi que le progrès de la société ont été posés aux chrétiens, qui forment 92% de la population québécoise.



La religion dans tous ses états

ISABELLE HACHEY

Il est bel et bien fini, le temps où les Québécois devaient apprendre par cœur les questions-réponses du petit catéchisme. Aujourd'hui, ils associent la fête de Pâques au chocolat et préfèrent croire qu'ils se réincarneront après leur mort.

La religion est dans tous ses états. Et même si un Québécois sur cinq affirme aller à la messe tous les dimanches, les prêtres grisonnants ont sans doute raison de s'inquiéter pour l'avenir de l'Église catholique, à la lumière d'une enquête réalisée par les Sondages Baromètre inc. pour *La Presse* à l'occasion des célébrations pascales.

Pourtant, les Québécois se disent croyants. Pas moins de 78 % d'entre eux affirment croire. En quoi ? C'est là que les choses se compliquent. Plus de 30 ans après l'éclatement des religions traditionnelles, la transcendance prend désormais tous les visages, les croyances religieuses sont complexes, plurielles et multiformes. Et souvent contradictoires.

Ainsi, 17 % des catholiques (qui forment 86 % de la population) croient qu'ils se réincarneront, alors qu'ils ne sont que 12 % à penser qu'ils ressusciteront ! Pas moins de trois Québécois sur dix présument qu'il ne se passera rien du tout après leur mort. Et 7 % d'entre eux s'imaginent plutôt qu'ils se transformeront... en pure énergie. LA grande question existentielle n'aura peut-être jamais autant divisé les gens.

« On fait appel à des fragments de croyance. Comme dans la société en général, les choses sont plus éclatées, il y a moins de points de repère. Les gens font des emprunts à d'autres courants religieux et ont de la difficulté à avoir une foi très cohérente, comme avant les années soixante », explique Yvon Lepage, directeur de l'organisme Sentiers de foi.

Dorénavant, les Québécois magasinent leur religion et se composent leur propre menu de croyances. Pour répondre à leurs angoisses existentielles, il n'est pas rare de les voir mélanger allégrement un peu d'ésotérisme, de christianisme et de bouddhisme. C'est ce que le sociologue canadien Reginald W. Bibby a baptisé la « religion à la carte ».

Les Québécois ne veulent surtout pas se faire dire comment vivre leur spiritualité. Une infime minorité (entre 1 % et 2 %) adhère d'ailleurs aux centaines de nouveaux groupes religieux que compte la province. « Dans tous les autres secteurs de nos activités, nous sommes aussi plus individualistes. Ça fait maintenant partie de notre style de vie. Et ce n'est ni meilleur, ni moins bon que dans un cadre institutionnel », estime Alain Bouchard, sociologue des nouvelles religions à l'Université Laval.

Autre paradoxe : 68 % de l'ensemble des chrétiens (qui forment 92 % de la population) croient à l'existence du paradis, alors que seulement 39 % croient à celle de l'enfer. L'idée de griller dans les flammes leur paraît-elle plus improbable que celle de rogner sur un nuage blanc ? Le sondage ne le dit pas, mais le résultat n'étonne pas Solange Lefebvre, théologienne et anthropologue à l'Université de Montréal. « Dans notre ère de prospérité, on ne retient plus que le meilleur du religieux. On recherche le confort et la sécurité, les valeurs modernes dominantes. »

La majorité des chrétiens (63 %) croient que Jésus était le fils de Dieu, alors que 27 % d'entre eux estiment qu'il était simplement un homme. La proportion de jeunes de 18 à 24 ans qui pensent que Jésus était le fils de Dieu n'est que de 39 %, alors que chez les plus de 50 ans, ils sont 71 % à le croire. En fait, l'ensemble du sondage montre clairement que les jeunes, les hommes et les personnes plus scolarisées sont les moins croyants.

S'ils avaient à choisir un chef spirituel, la plupart des Québécois (76 %) choisiraient Dieu ou Jésus. Deux jeunes sur dix optent néanmoins pour Bouddha ou le dalaï-lama, alors que cette proportion chute à 3 % chez les aînés.

Ces résultats semblent indiquer une nette régression de la croyance au Québec. Mais Solange Lefebvre nuance : « Il faut mettre ces chiffres en relation avec le cycle de la vie. Les jeunes ont toujours été moins croyants que leurs aînés. Avec l'âge, le questionnement spirituel devient plus important. »

Enfin, 71 % des chrétiens estiment que plus la société progresse, plus la religion disparaît. C'était aussi la conviction du sociologue français Émile Durkheim... il y a plus d'un siècle. « C'est une fausse croyance, constate M. Lefebvre. Cela fait au moins 200 ans qu'on affirme que la modernité entraînera la disparition de la religion. Et on y croit encore ! »

Méthodologie

■ Baromètre a réalisé 1005 entretiens auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble de la population québécoise entre le 30 mars et le 5 avril. Le taux de réponse a été de 60,5 %. Un sondage de cette envergure est un reflet représentatif de la population d'ensemble à plus ou moins 3,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

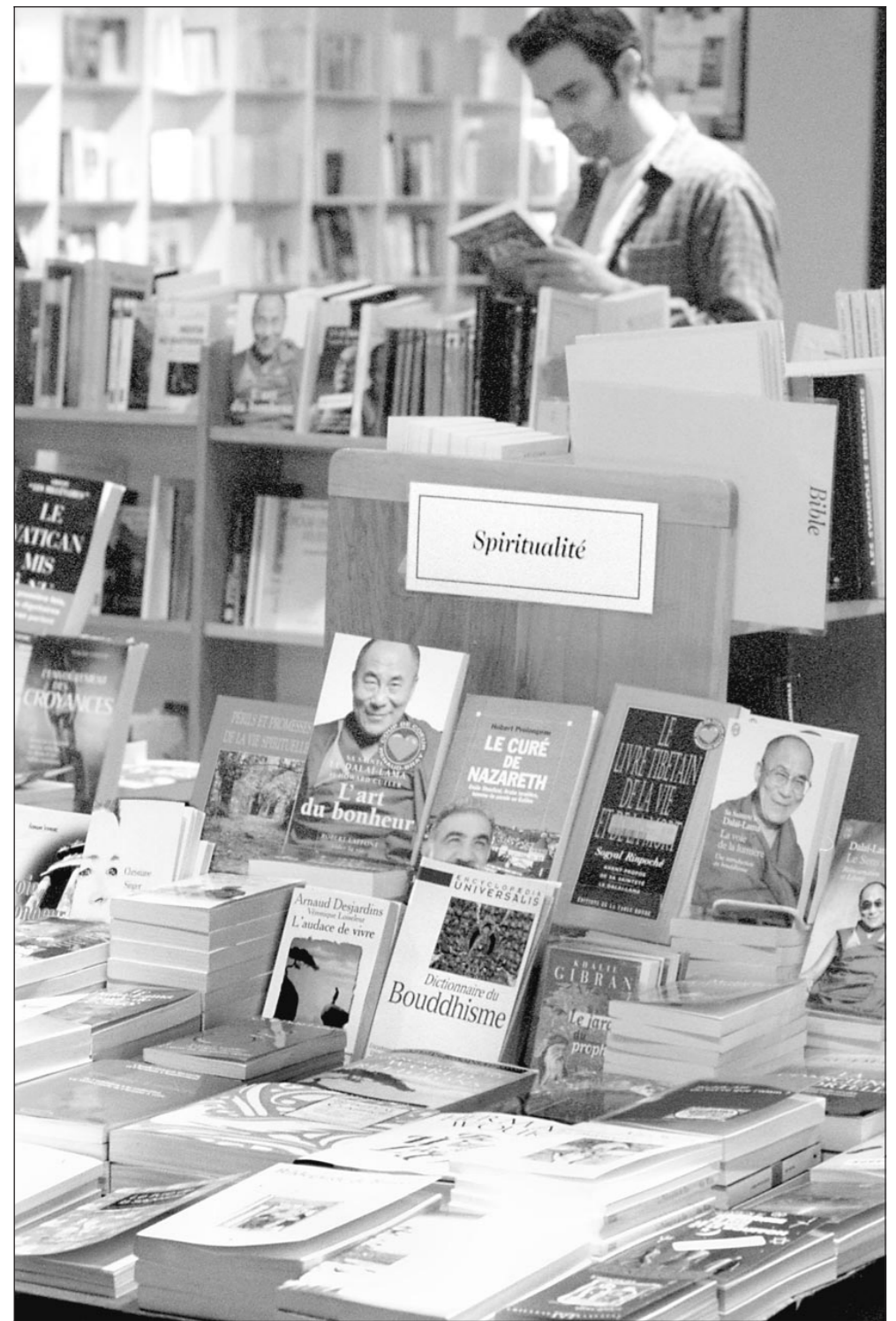


PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

En librairie, en trouve de tout ou presque. Des livres sur les leaders de sectes aussi diverses que nombreuses, le nouvel âge, etc.

Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL



UKRAINE

Oups !

■ La chute incontrôlée d'un missile sol-sol serait à l'origine de l'explosion qui a tué trois personnes et endommagé un immeuble à Brovary près de Kiev jeudi, ont indiqué hier les autorités ukrainiennes. « Nous avons retrouvé des débris sur place qui semblent appartenir à un missile », a indiqué un porte-parole du ministère ukrainien de l'Intérieur, Olexandre Zaroubitski, alors que les autorités militaires faisaient preuve d'embarras après cette découverte. « Le fragment d'un missile aurait pu tuer des centaines de gens. On a eu de la chance que seulement trois personnes aient péri », a ajouté Zaroubitski.

d'après AFP

SLOVAQUIE

Pas d'accord

■ Plus de 3000 manifestants venus de diverses régions du pays ont protesté hier devant le siège du gouvernement slovaque, à Bratislava, contre l'interpellation la veille de l'ex-premier ministre Vladimir Meciar. Elle ont aussi réclamé la démission du cabinet du premier ministre actuel, Mikulas Dzurinda. Des dizaines de policiers armés et cagoulés avaient pris d'assaut la villa de l'ex-chef de gouvernement, jeudi à Trencianske Teplice (100 km au nord de Bratislava), pour l'emmener à un interrogatoire sur diverses affaires, dont l'enlèvement en 1995 du fils de l'ancien président slovaque, Michal Kovac. Meciar a refusé de répondre aux enquêteurs avant d'être finalement remis en liberté.

d'après AFP

CHYPRE

Peu reconnu

■ La réélection du dirigeant chypriote-turc Rauf Denktaş résulte de la volonté d'Ankara de ne pas changer de « négociateur » avant un nouveau tour de pourparlers sur l'avenir de l'île divisée, en mai à New York, sous l'égide de l'ONU, estimaient hier les analystes à Ankara. Le vétéran chypriote-turc a été automatiquement réélu pour un nouveau mandat de cinq ans à la tête de la République turque de Chypre du nord (reconnue par la seule Turquie), qu'il préside depuis sa proclamation en 1983, après le retrait mercredi de son adversaire, le premier ministre Dervis Eroglu, trois jours avant le second tour du scrutin présidentiel.

d'après AFP

ALLEMAGNE

« Hommes à la raie »

■ Un attentat manqué contre la synagogue d'Erfurt (ex-RDA), jeudi soir 20 avril, jour anniversaire de la naissance d'Adolf Hitler en 1889, suscite une vive émotion en Allemagne, tandis que les enquêteurs s'interrogent sur l'identité des auteurs : extrémistes de droite ou extrémistes de gauche ? Le texte de revendication laissé sur place est signé d'un groupe inconnu jusqu'à présent, « les hommes à la raie », allusion à la coiffure préférée des nazis. Mais, ont relevé le Parquet et la police criminelle, c'est aussi souvent ainsi que les extrémistes de gauche désignent les néo-nazis.

d'après AFP

ARMÉNIE

Manifestation

■ Quelque 10 000 personnes ont manifesté hier à Erevan à l'appel du parti communiste pour exiger l'organisation d'un référendum en vue de l'adhésion de l'Arménie à l'Union Russie-Bélarus. Les représentants de toutes les régions du pays se sont rassemblés sur la place centrale de la capitale arménienne sous le slogan « notre survie est dans l'Union avec la Russie et le Bélarus ». Ils portaient des drapeaux soviétiques, russes et bélarusses et brandissaient des portraits de Lénine et Staline. « Le référendum permettra au peuple arménien de faire un choix entre l'Union et la pauvreté », a déclaré le député communiste Pertch Bochnaguian.

d'après AFP

Offres de paix du président tchétchène

Moscou ne croit guère qu'il dispose d'un pouvoir politique tangible

d'après AFP et AP
NAZRAN, Russie

Le président tchétchène Aslan Maskhadov affirme avoir ordonné un cessez-le-feu unilatéral afin de permettre un règlement pacifique du conflit avec la Russie.

« Une accalmie relative s'est produite sur les fronts car j'ai donné un ordre unilatéral de suspendre les opérations de combat », a déclaré Maskhadov dans un entretien au quotidien russe *Kommersant* publié hier. « Cela s'inscrit dans le plan de règlement pacifique que j'ai proposé à Moscou », a-t-il ajouté.

Le président russe, Vladimir Poutine, a confirmé une partie des propos de Maskhadov en admettant avoir reçu, le mois dernier, des propositions de paix écrites de ce dernier. « Nous les avons amendées et nous les lui avons renvoyées. Jusqu'à présent nous n'avons aucune réponse de Maskhadov. Il a disparu », a ajouté le chef de l'État russe, cité par l'agence Intertfax.

Maskhadov affirme dans l'entrevue que presque tous les combattants tchétchènes sont sous son

commandement et qu'ils suivent ses ordres.

Les militaires russes en doutent. Selon le général d'aviation Guéorgui Chpak, qui commande les troupes aéroportées en Tchétchénie, Maskhadov commande au maximum entre 300 et 400 rebelles. Il affirme que Chamil Bassaiev et le commandant Khattab contrôlent la majorité des quelque 3000 hommes qui combattent l'armée russe et qu'ils n'obéissent pas au président tchétchène.

Poutine a également déclaré : « Nous n'avons jamais renoncé à un règlement politique et, plus encore, nous sommes depuis longtemps en contact avec des représentants de Maskhadov. » Il a toutefois rappelé que ce dernier était « un criminel aux yeux de la justice russe. Mais la loi d'amnistie est en vigueur et il peut en profiter ».

Le président russe a lui aussi reproché à Maskhadov d'être incapable de contrôler les chefs de bandes armées tchétchènes. « Maskhadov souffre d'une maladie : l'impuissance politique », a-t-il dit. « Nous sommes prêts à l'aider », a-t-il cependant lâché. « S'il ne peut pas livrer les bandits, allons les chercher ensemble et faisons en sorte qu'ils sortent du territoire de la Tchétchénie ou qu'ils se retrouvent derrière les barreaux. »

Mais Poutine a pris ses précautions pour que ses propos ne soient pas interprétés comme un changement de cap. « Il n'y aura pas de pause » dans l'opération militaire visant à éliminer les bandes armées, a-t-il dit, ajoutant que les conditions de négociations avec Maskhadov n'avaient jamais changé. Moscou exige toujours que les chefs de guerre accusés de terrorisme soient livrés et que tous les otages détenus en Tchétchénie soient relâchés.

Par ailleurs, des représentants de l'Union européenne (UE) ont estimé hier, après une visite d'une journée dans la république indépendantiste, que les efforts de la Russie pour améliorer le sort des

civils en Tchétchénie étaient loin d'être suffisants.

« Quand on voit ce que l'on voit, je crois qu'il est presque ridicule de dire que les efforts sont suffisants. Il y a tellement de choses à faire », a déclaré l'ambassadeur du Portugal en Russie, Jose Luis-Gomes.

« La situation s'est à peu près stabilisée en Ingouchie (dans les camps de réfugiés), mais les personnes qui ont le plus besoin d'aide sont celles qui se trouvent dans les camps à l'intérieur de la Tchétchénie », a déclaré pour sa part le représentant de l'UE en Russie, Gilbert Dubois. L'ambassadeur de France, Hubert Colin de Verdière, complétait la délégation, qui s'est rendue dans plusieurs villes de Tchétchénie, dont la capitale Grozny, et a visité un camp de réfugiés à l'intérieur de cette province.

L'armée russe profite du calme actuel pour se regrouper dans le sud de la république, où demeurent concentré l'essentiel des combattants séparatistes. Selon une source militaire, l'armée fédérale prévoit de repartir à l'assaut en début de la semaine prochaine.

Amato formera un cabinet en Italie

d'après AP et AFP
ROME

Sans surprise, le président italien, Carlo Azeglio Ciampi, a chargé hier l'actuel ministre du Trésor, Giuliano Amato, de former le 58^e gouvernement du pays depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Amato, candidat soutenu par la coalition de centre-gauche majoritaire au Parlement, l'a lui-même annoncé aux journalistes à sa sortie du palais du Quirinale, siège de la présidence de la République, précisant qu'il entamait immédiatement ses consultations pour tenter de former ce gouvernement.

Le prochain gouvernement « compte sur la cohésion de la majorité, cohésion qui doit s'accroître et se renforcer », a déclaré à la presse le ministre du Trésor et du Budget du gouvernement démissionnaire.

La coalition de centre-gauche a promis qu'elle lui apporterait son soutien au Parlement, même si elle s'est souvent illustrée par ses divisions. La gauche cherche ainsi à éviter des élections anticipées réclamées par la droite après le triomphe de celle-ci aux élections régionales de dimanche dernier.

Selon Fabio Mussi, chef du groupe parlementaire des Démocrates de gauche (DS), plus grand parti de la coalition au pouvoir, « le centre-gauche est en position de présenter une majorité politique qui peut garantir un gouvernement sûr, jusqu'à la fin de la législature » en mars 2001. « Nous avons donné au président, à l'unanimité, le nom de Giuliano Amato. Il a notre confiance », a ajouté Mussi, qui s'exprimait au nom de la coalition.

Par la voix de Silvio Berlusconi, l'opposition de droite qui a remporté les élections régionales de dimanche dernier a de nouveau réclamé dans la journée la tenue d'élections législatives anticipées. Cette hypothèse a été écartée par le chef de l'État, qui tient à ce que le référendum prévu le 21 mai pour réformer le mode électoral en faveur du scrutin majoritaire ait bien lieu afin qu'à l'avenir, de véritables majorités solides se dégagent des urnes.

Tout juste rentré des États-Unis hier après avoir assisté à la récente réunion du Fonds monétaire international (FMI), Amato, ancien socialiste se présentant comme indépendant, est crédité d'avoir remis de l'ordre dans les finances publiques italiennes au début des années 90.

Amato est surnommé « Dottore Sottile » (« docteur subtil ») dans son pays, un jeu de mots faisant allusion non seulement à sa finesse politique mais aussi à sa sveltesse. Natif de Turin, le fief de Fiat dans le nord de la péninsule, cet ex-dirigeant, aux côtés de feu Bettino Craxi, d'un Parti socialiste italien (PSI) discrédité par l'opération « Mains propres », aura 62 ans le mois prochain.

Lors d'un passage de neuf mois en 1992-93 à la présidence du Conseil, il aura le premier osé trancher à la hache dans les finances publiques italiennes.

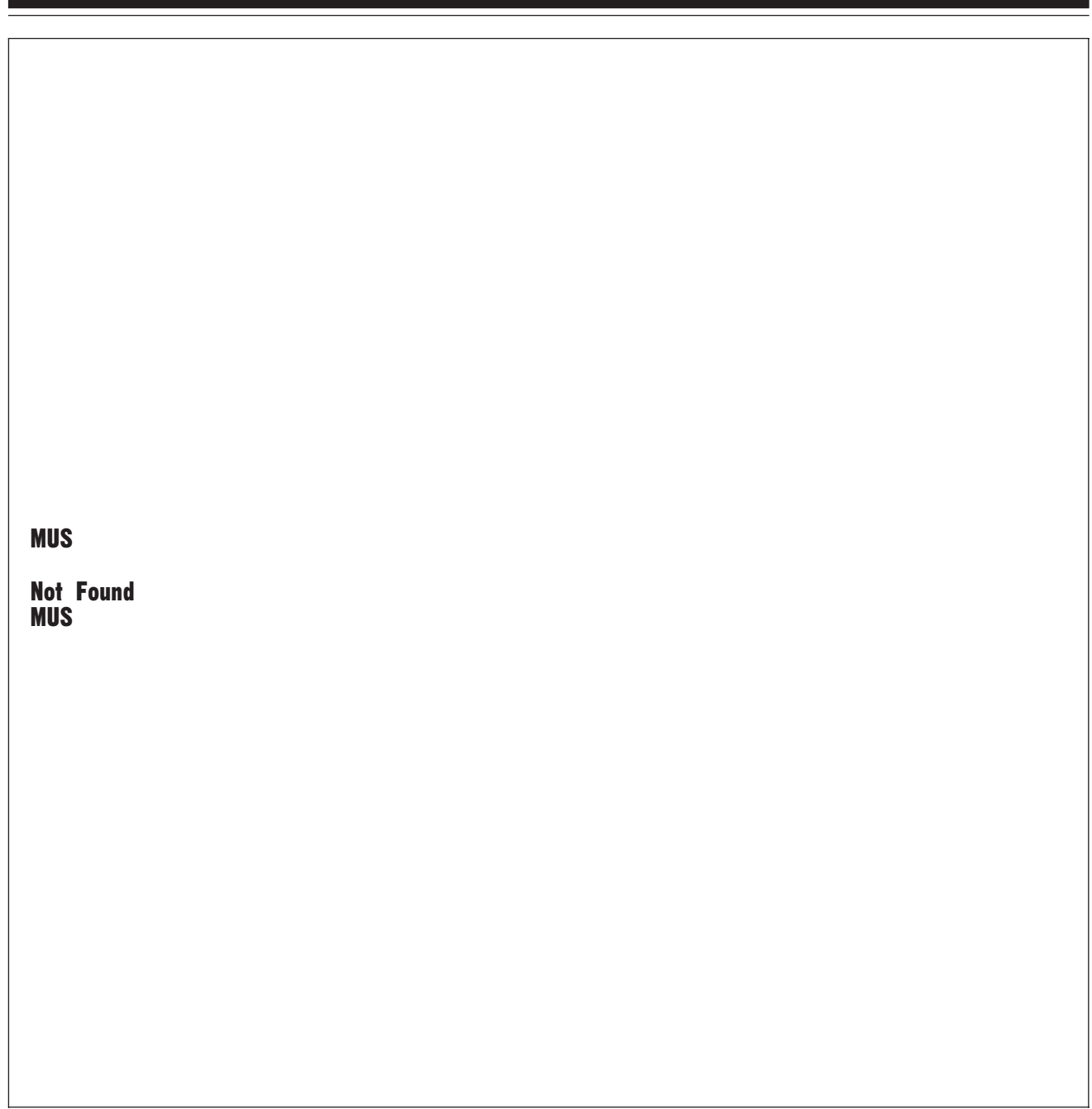


PHOTO AFP

100 000 musulmans manifestent en plein New Delhi

Plus de 100 000 musulmans se sont rassemblés hier pour entendre Syed Abdullah Bukhari, imam de la mosquée Jama Masjid de New Delhi. Il dénonçait la décision du parti nationaliste hindou, qui est au pouvoir, d'exiger que dans l'État le plus peuplé, l'Uttar Pradesh, la construction de nouveaux lieux de culte soit soumise à l'approbation du gouvernement.

L'enquête sur l'attentat contre un McDo mène sur la piste d'autonomistes bretons

CHRISTOPHE PARAYRE
Agence France-Presse, PARIS

Une information judiciaire a été ouverte hier et deux juges antiterroristes ont été désignés dans le cadre de l'enquête sur l'attentat meurtrier contre un restaurant McDonald, mercredi, en Bretagne. Cette enquête s'oriente vers les autonomistes bretons.

Les funérailles de Laurence Turbec, 27 ans, employée dans l'établissement de la chaîne américaine de restauration rapide, tuée dans cet attentat, ont eu lieu ce matin à Quévert, près de Dinan.

L'information judiciaire a été ouverte contre X pour « destruction par explosif ayant entraîné la mort et en relation avec une entreprise terroriste ». Les auteurs de l'attentat sont passibles d'une peine de réclusion criminelle à perpétuité.

Pour ce qui est de la tentative d'attentat devant un bureau de poste à Rennes, également mercredi en Bretagne, l'enquête est ouverte pour « tentative de destruction par explosif en relation avec une entreprise terroriste ».

À ce jour, l'attentat près de Dinan et la tentative de Rennes n'ont pas été revendiqués.

Les enquêteurs privilégient toutefois la piste du groupe clandestin autonomiste de l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB), les explosifs utilisés dans ces deux actions provenant d'un lot de huit tonnes de dynamite volé à la fin de septembre dernier en Bretagne et régulièrement utilisé par l'ARB et l'organisation séparatiste basque ETA. À ce jour, seulement cinq tonnes de cette dynamite ont été retrouvées.

Une quinzaine de personnes, dont des autonomistes bretons et des séparatistes basques de l'ETA, ont été mises en examen dans cette affaire de vol de dynamite. Huit d'entre elles restent incarcérées. Les Basques sont soupçonnés d'avoir commis le vol, les Bretons d'avoir fourni la logistique.

Depuis le début de 1999, une quinzaine d'attentats ont été soit revendiqués, soit attribués à l'ARB. Le dernier en date avait visé un centre des impôts d'Argentré-du-Plessis, le 11 mars dernier.

Créée en 1971, l'ARB a notamment revendiqué les attentats de Cintegabelle (sud-ouest de la France), fief du premier ministre socialiste, Lionel Jospin, le 18 juin 1999, et de Belfort (est), fief du ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, le 30 octobre 1998.

L'attentat meurtrier contre McDo a soulevé une condamnation unanime, du président de la République au premier ministre, en passant par la majorité des partis politiques.

Même Emgann, mouvement breton légal qui se présente comme la gauche indépendantiste et qui s'était toujours refusé jusqu'à présent à condamner les attentats de l'ARB, a qualifié cet attentat « d'extrêmement dommageable pour le peuple breton ».

Il a annoncé le report « par respect et par décence » de la « marche pour l'indépendance », qui est organisée à chaque année depuis 1998 en Bretagne et qui devait se tenir à compter d'hier.

Monde

La Russie élargit son recours au nucléaire tout en souscrivant au traité sur les essais

d'après AP et AFP
MOSCOU

La Russie s'est dotée hier d'une nouvelle doctrine facilitant son recours à l'arme atomique. Par la suite, la Douma, la chambre basse du parlement russe, a approuvé à une très large majorité, 298 voix contre 74 et trois abstentions, le Traité d'interdiction des essais nucléaires (CTBT).

La nouvelle doctrine prévoit notamment que la Russie peut « utiliser toutes les forces et moyens à sa disposition, y compris l'arme nucléaire, au cas où tous les autres moyens pour régler la situation sont épuisés ou se sont révélés inefficaces ».

La doctrine précédente, datant de 1997, permettait à Moscou d'utiliser en premier l'arme nucléaire, mais seulement pour répondre à « une agression armée qui apparaît comme une menace pour

l'existence même de la Russie... »

Le vote à la Douma est intervenu à l'issue d'une brève session à huis clos au cours de laquelle les ministres de la Défense, Igor Sergueïev, des Affaires étrangères, Igor Ivanov, et de l'Énergie nucléaire, Evguéni Adamov, ont invité les députés à ratifier ce texte qui interdit désormais à la Russie de pratiquer des essais nucléaires.

Le parlement russe avait déjà ratifié mercredi dernier le traité START II de réduction des arme-

ments nucléaires. Ce traité, négocié en grande partie avant l'effondrement de l'URSS, prévoit la limitation de l'armement nucléaire à 3000-3500 ogives pour les États-Unis et la Russie.

Boris Eltsine l'avait signé en 1993, mais la chambre basse du parlement russe, dominée jusqu'aux législatives de décembre dernier par les communistes, avait toujours refusé de le ratifier, chose que le Sénat américain a faite en 1996.

Le Sénat américain, en revanche, a rejeté en octobre dernier le CTBT, suscitant la réprobation internationale. Signé par 154 pays, le CTBT — conclu en 1996 — n'a été approuvé que par 27 des 44 États dotés d'une capacité nucléaire, qui doivent le ratifier pour permettre son entrée en vigueur. Des sept puissances nucléaires déclarées, seules la France, la Grande-Breta-

gne et à présent la Russie ont entériné le texte. La Chine et Israël (qui nie officiellement posséder l'arme nucléaire) l'ont signé mais ne l'ont pas ratifié. L'Inde et le Pakistan demeurent toujours à l'écart.

La nouvelle doctrine facilite l'utilisation de l'arme nucléaire mais pose néanmoins des conditions précises à son recours qui tendent à rassurer les puissances étrangères, notent les observateurs.

« La Russie ne menace personne et n'a pas l'intention d'utiliser ses forces nucléaires pour faire pression », avait déclaré le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov, en février dernier.

« La nouvelle doctrine russe est proche de celle de l'OTAN » en ce qui concerne l'utilisation de l'arme atomique, estime le politologue Alexandre Pikaïev de l'antenne moscovite de la fondation Carne-

Le document, dont le contenu n'a pas été intégralement révélé, définit également les cas où la Russie doit se considérer comme menacée ou attaquée, aussi bien de l'extérieur qu'à l'intérieur de ses frontières.

« Il contient une série de nouveaux cas de figure liés à l'accroissement des menaces, notamment depuis l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie », a déclaré l'ancien secrétaire du Conseil de sécurité russe, Andreï Kokochine.

Par ailleurs, la Russie, qui a reconnu ne pas avoir pu détruire 400 tonnes d'armes chimiques avant le 29 avril 2000 comme prévu, a présenté un nouveau programme s'étalant jusqu'en 2009 à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

Zimbabwe : vers un règlement monétaire ?

d'après AFP
VICTORIA FALLS, Zimbabwe

Des chefs d'État d'Afrique australe, réunis en sommet à Victoria Falls au Zimbabwe, ont demandé hier aux bailleurs de fonds internationaux d'aider à financer la réforme agraire dans ce pays. Il s'agit, ont-ils affirmé, d'un « enjeu crucial pour l'avenir du Zimbabwe et pour la région ».

Par ailleurs, les anciens combattants noirs de la guerre de libération, qui occupent des centaines de fermes de blancs depuis février, ont tourné leur colère vers des ouvriers agricoles noirs, les chassant des exploitations où ils travaillaient.

Quatre présidents, au terme de neuf heures d'un sommet convoqué avant-hier, ont appelé les donateurs, en premier lieu l'ancienne puissance coloniale, la Grande-Bretagne, à « honorer leurs engagements et rendre les ressources disponibles ».

« Le vrai problème au Zimbabwe est le problème de la terre », a déclaré le président mozambicain, Joaquim Chissano, également président de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), qui présidait la rencontre de Victoria Falls. « Il y a dans ce pays une mauvaise distribution de la terre qui crée des problèmes », a-t-il dit.

Réagissant à cet appel, le secrétaire d'État britannique au Foreign Office, Peter Hain, a réaffirmé que son gouvernement restait « prêt à financer » en partie la réforme agraire au Zimbabwe, mais « à la condition qu'elle soit appliquée dans le cadre de la loi ».

Autour de Chissano, les discussions sur le Zimbabwe ont réuni le président zimbabwéen, Robert Mugabe, et ses homologues d'Afrique du sud, Thabo Mbeki, du Mozambique, Joaquim Chissano, et de Namibie, Sam Nujoma.

Les chefs d'État d'Afrique australe ont soigneusement évité de dénoncer ouvertement l'attitude de Mugabe dans la crise actuelle, sautant au contraire l'organisation de pourparlers récents entre fermiers blancs et vétérans de la guerre d'indépendance, après des violences qui ont fait six morts dont deux fermiers blancs et deux opposants noirs à Mugabe.

« Je pense que le président Mugabe a été capable de calmer les esprits des gens », a déclaré Chissano. « Nous sommes heureux de savoir que le président Mugabe traite avec les fermiers et les vétérans et obtient de bonnes réponses. »

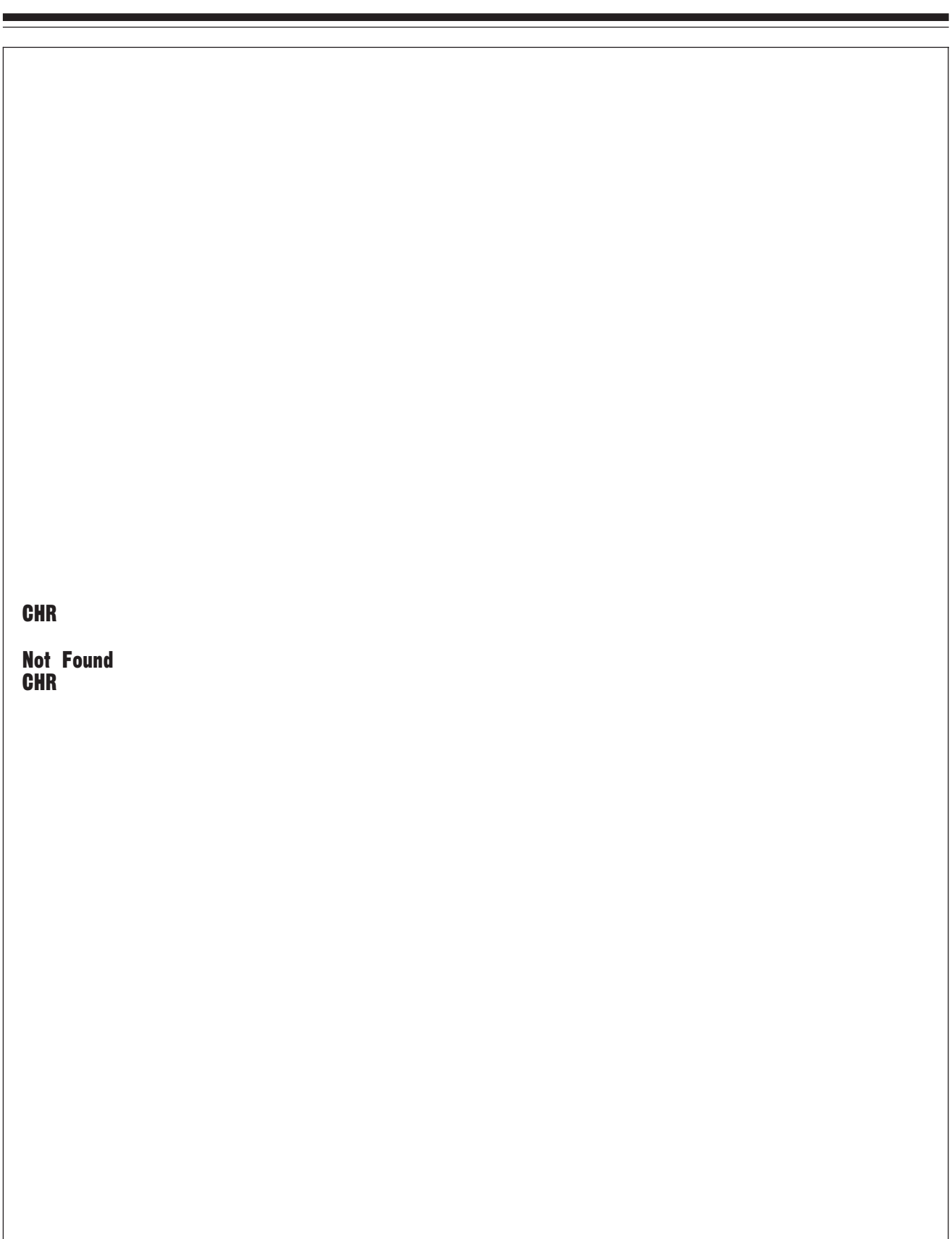
M. Mugabe est « un maître de l'État de droit. Il le prouve et continue de respecter ses principes », a encore déclaré Chissano.

Les dirigeants d'Afrique australe ont pourtant avoué avoir été « alarmés » par la situation et en particulier par « la façon dont l'enjeu a été politisé de l'extérieur », a ajouté le président mozambicain.

Entretiens, près de Harare, des vétérans ont attaqué et saccagé des logements de travailleurs agricoles, dans des fermes occupées que leurs propriétaires blancs avaient désertées.

« Arcturus, une vingtaine d'ouvriers agricoles noirs chargés de sacs et portant des ballots sur la tête ont été chassés de leurs habitations par une centaine de « vétérans » ivres hurlant des insultes. « Nous partons, nous avons peur, ils veulent nous tuer », a expliqué l'un d'eux à un journaliste de l'AFP.

Un fermier blanc a confirmé que ses ouvriers agricoles sont l'objet d'intimidation et de violences.



Poursuivant leur vigile hier devant la maison de Miami où réside le petit Elian Gonzalez, des partisans du refus de son retour à Cuba ont, en ce Vendredi saint, associé le Christ à leur combat.

PHOTO AP

Washington est prêt à permettre à Elian de rencontrer son père

Agence France-Presse
WASHINGTON

Les autorités américaines ont indiqué hier être prêtes à joindre l'acte à la parole en allant chercher le petit Cubain Elian Gonzalez à Miami, quitte à recourir à la force, mais sans s'engager auprès du père du garçon sur un calendrier précis.

En refusant de transférer la garde d'Elian à son père, « la famille (qui héberge le petit garçon à Miami) n'a pas respecté la loi et nous nous préparons actuellement à la faire appliquer », a indiqué Maria Cardona, porte-parole des Services d'immigration américains (INS).

Le ministre de la Justice, Janet Reno, n'a jamais caché sa volonté de rendre à son père, Juan Miguel Gonzalez, le petit Elian, recueilli le 25 novembre au large des côtes de Floride et confié temporairement, à Miami, à son grand-oncle Lazaro Gonzalez, qui refuse depuis de s'en séparer.

Interrogée pour savoir si le gouvernement allait dépêcher des agents fédéraux à Miami pour récupérer l'enfant, M^{me} Cardona a répondu : « C'est ce vers quoi nous penchons très fortement mais rien n'est encore fait. » Elle s'est refusée à confirmer des informations de presse selon lesquelles des agents fédéraux et de l'INS étaient déjà arrivés en renfort à Miami.

Rencontrant à sa demande et pour la deuxième fois le père d'Elian, M^{me} Reno s'est refusée pour sa part hier à s'engager sur un calendrier précis pour récupérer le petit garçon à Miami.

« Je lui ai fait part de mon engagement à continuer à travailler pour lui permettre de retrouver son fils mais je lui ai aussi dit que je ne pouvais pas m'engager sur un plan précis ou sur un échéancier », a-t-elle dit.

« J'ai été profondément émue par l'amour évident que porte M. Gonzalez à son fils », a ajouté M^{me} Reno dans un communiqué publié à la suite de cet entretien qui a eu lieu au ministère de la Justice.

Le *Washington Post* a rapporté hier que M^{me} Reno avait demandé à ses conseillers de déterminer le meilleur moment pour intervenir, y compris par la force, ce qui pourrait se faire au milieu de la semaine prochaine.

« Nous sommes toujours ouvert à une solution où la famille coopérerait », a cependant indiqué la porte-parole de l'INS.

Pour sa part, le gouverneur de Floride, Jeb Bush, a mis en garde les autorités contre la récupération de force d'Elian qui serait « peu sage et mal venue ». Dans une lettre adressée au président Clinton et

à M^{me} Reno, il a réitéré la demande des proches d'Elian à Miami d'une médiation indépendante.

Mais du président Clinton à M^{me} Reno, le gouvernement insiste sur la nécessité morale et légale de réunir le père et le fils Gonzalez, après près de cinq mois d'un imbroglio politico-judiciaire sans fin perceptible.

Une décision de justice datant de mercredi interdit au petit garçon de quitter le territoire américain mais n'empêche pas les autorités de réunir le père et le fils aux États-Unis, où Juan Miguel Gonzalez est arrivé le 6 avril.

Ils seraient alors censés attendre l'épuisement de tous les recours en justice liés à une demande d'asile déposée par Lazaro Gonzalez, dont une audience prévue le 11 mai devant la Cour d'appel fédérale à Atlanta en Georgie.

En attendant, le président Clinton a clairement fait comprendre que les proches d'Elian n'avaient pas à retenir le petit garçon à Miami. « Il n'y a désormais aucune raison pour qu'il ne retrouve pas son père », avait-il déclaré jeudi soir.

La communauté des exilés cubains à Miami est restée hier sur le qui-vive face à la volonté réaffirmée des autorités américaines.

La KFOR a commencé à détruire des armes saisies au Kosovo

d'après AFP edt AP
PRISTINA

La force multinationale au Kosovo (KFOR) a commencé à détruire des milliers d'armes détenues illégalement et qu'elle a confisquées depuis son arrivée en juin 1999, a annoncé hier un porte-parole.

Le stock d'armes saisies comprend 13 000 fusils, 2500 pistolets, 1100 mitrailleuses et mortiers, quelque 500 projectiles anti-char et 26 armes de défense aérienne, dont des canons anti-aériens de 20 millimètres.

Des artificiers superviseront également la destruction de 30 000 engins explosifs et de 7,5 millions de cartouches et obus.

La plupart de ces armes, saisies lors de perquisitions ou de contrôles routiers ou remises volontairement, seront fondues et le métal ainsi obtenu sera réutilisé dans la province, a indiqué le porte-parole, le major Frank Benjaminsen.

Les armes ont été stockées sous forte surveillance après avoir été saisies dans la province par la KFOR et la police de l'ONU. Des saisies d'armes sont rapportées presque quotidiennement au Kosovo, allant des armes de poing aux mines anti-char et aux grenades propulsées par fusées.

Les armes détenues illégalement sont fréquemment utilisées dans la province à la fois contre la partie de la communauté serbe qui est restée au Kosovo et dans des règlements de comptes au sein de la communauté albanaise.

En septembre, la KFOR a officiellement démilitarisé l'Armée de libération du Kosovo (UCK), l'organisation indépendantiste albanaise, mais de nombreux responsables militaires occidentaux reconnaissent qu'il est toujours facile de trouver des armes dans la province.

Par ailleurs, deux Albanais ont été tués et deux policiers serbes blessés hier lors de violents affrontements survenus dans le sud de la Serbie, non loin de la limite administrative avec le Kosovo, selon une agence de presse indépendante.

Un premier incident a eu lieu près de Djordjevac, un village serbe situé entre la limite nord du Kosovo et Bujanovac, une ville du sud de la Serbie à 260 km de la capitale Belgrade. En repoussant une attaque, une patrouille de police a tué deux Albanais, a rapporté l'agence Beta sans fournir d'autres détails.

Un peu plus tard, dans un autre secteur, des assaillants ont tiré sur une autre patrouille de police qui escortait une ambulance près de Konculj, un village situé à 280 km au sud de Belgrade, déclenchant une fusillade au cours de laquelle deux policiers serbes ont été blessés.

Cette dernière attaque faisait suite à un précédent incident, survenu jeudi dans ce même village de Konculj et au cours duquel cinq obus de mortiers ont explosé près d'un barrage de police. Il n'y avait pas eu de blessés.

HUBBLE-SA

Not Found
HUBBLE-SA

PHOTOTHÈQUE La Presse

Le télescope orbital Hubble, avec la Terre en arrière-plan telle qu'on pouvait la voir le 21 décembre dernier.

L'univers à ses pieds, Hubble fête ses 10 ans

Le télescope spatial américano-européen a gagné sa place parmi les merveilles du monde moderne

GUY CLAVEL
Agence France-Presse, WASHINGTON

Il y a dix ans, le 24 avril 1990, le télescope spatial américano-européen Hubble était lancé pour percer les secrets de l'univers, une mission qu'il a accomplie au delà de toute espérance en plongeant son oeil dans le coeur le plus intime des galaxies.

« La quantité de découvertes de Hubble est absolument sans précédent en si peu de temps pour un observatoire », a souligné à l'occasion de cet anniversaire l'administrateur adjoint de la NASA pour les sciences de l'espace, M. Ed Weiler.

Dans ses 10 premières années sur orbite, le télescope a « étudié 13 670 objets, a effectué 271 000 observations particulières » et ramené des milliards d'informations « archivées comme un trésor scientifique dans une caverne d'Ali-Baba pour les futures générations d'astronomes ». Il a également permis de déterminer que l'origine de l'univers remonte à 12 milliards d'années, avec une marge d'erreur de 10 %.

Déjà, les renseignements fournis par Hubble ont donné lieu à la publication de plus de 2600 études scientifiques. « Mais ce qui pourrait être encore plus important à long terme est ce que Hubble a apporté à tout un chacun sur terre », a souligné Ed Weiler.

Il a rappelé « les découvertes et images spectaculaires de trous noirs, de galaxies entrant en collision et d'objets bizarres aux confins de l'univers, qui ont touché des millions de foyers par l'intermédiaire de la presse écrite, de la télévision et d'Internet ».

Pourtant, la grande aventure de Hubble avait commencé en scénario catastrophe. Deux mois après son lancement, lorsque ses instruments ont été mis en marche, les astronomes ont découvert avec stupéfaction que le télescope était myope, incapable de pénétrer dans les profondeurs de l'univers.

En raison d'une erreur humaine, son miroir souffrait d'une « aberration sphérique » empêchant les caméras du télescope de rapporter des images nettes : Hubble, un projet de 1,5 milliard de dollars, était sérieusement handicapé. Il fallut attendre 1993 pour que des astronautes aillent réparer dans l'espace le télescope de 11 tonnes, haut comme un immeuble de cinq étages et évoluant à quelque 600 km d'altitude à la vitesse de 28 000 km/h.

Aujourd'hui, après trois missions d'entretien dont la plus récente en décembre dernier, « il a gagné sa place parmi les merveilles du monde moderne », a souligné un scientifique chargé de la mission, le Pr David Leckrone, du centre spatial Goddard, à Laurel, au Maryland.

Révolution scientifique

« La vision de l'univers par l'homme n'a jamais été révolutionnée dans un temps aussi court et par un seul instrument depuis que Galilée a pointé son petit télescope vers le ciel en 1609 », a-t-il estimé. Selon lui, Hubble « a vu plus loin et plus clairement que n'importe quel télescope avant lui, en lumière visible, et il a révolutionné la science de l'astronomie ».

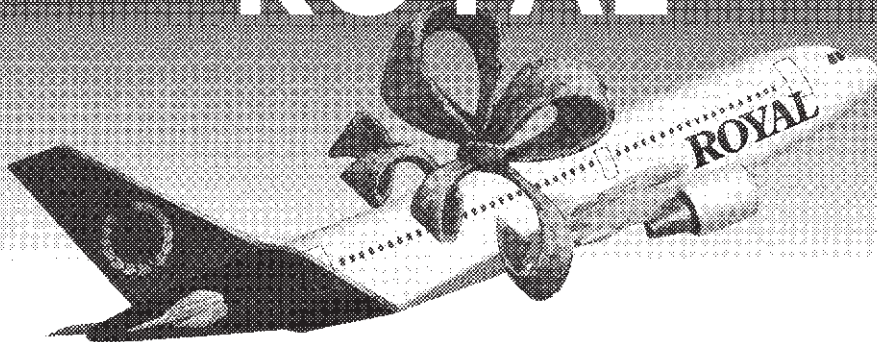
De plus, en pointant son puissant miroir vers la constellation d'Orion, Hubble a observé autour de ses plus jeunes étoiles des disques de poussière et de gaz, dont la contraction donne naissance aux planètes. Ce phénomène très fréquent renforce l'idée selon laquelle la Terre pourrait ne pas être le seul havre de vie de l'univers.

Théories confirmées

L'astrophysicien américain Edwin Hubble (1889-1953), dont le télescope porte le nom, a été le premier à avoir découvert que le cosmos ne se limitait pas à la Voie lactée, que d'autres galaxies plus lointaines existaient et que l'univers était en expansion.

Hubble a largement confirmé toutes ses théories et les astronomes attendent de nouvelles moissons plus importantes encore pendant les 10 années qu'il lui reste à vivre.

UN CADEAU ROYAL



POUR LA FÊTE DES MÈRES

Offrez le coupon de voyage flexible sur les ailes de Royal, valide entre le 6 mai et le 31 octobre 2000 (journées de restrictions du 15 juillet au 31 juillet 2000).

MONTRÉAL
FORT LAUDERDALE
OU ORLANDO

259\$

ALLER / RETOUR

Offrez le service tout inclus de Royal avec la

PASS Express

Cette offre est disponible jusqu'au 7 mai 2000.

MONTRÉAL : 828-8986
EXTÉRIEUR : 1-888-828-9797
Donnez des ailes à votre maman !

Le transporteur officiel des gens heureux.



Tous les prix indiqués dans cette annonce ne sont valides que pour la promotion PASSEXPRESS. Cette promotion ne peut être jumelée à aucun autre promotion en cours. Les prix indiqués ne s'appliquent que sur les achats fait entre le 22 avril et le 7 mai 2000. Contactez-nous pour connaître les conditions et avantages applicables. Taxes et surcharge de NAV et de carburant en sus. Ligne TTY/ATS 1-877-338-3336.

AVIS À TOUS NOS CLIENTS

Veuillez noter que La Presse ne sera pas publiée et que nos bureaux seront fermés le **lundi de Pâques** (24 avril)

